

correspondance de presse internationale

# inprecor

**La République  
du Congo**  
*L'après-Mobutu*

**Algérie**  
*Panique à Alger*

**OTAN**  
*L'instrument  
de la pax americana*

**Mexique**  
*Les Zapatistes à Mexico*

*Dossier*  
**Che Guevara**  
*1967-1997*

# Sommaire

## Editorial : Elections municipales en H-B

Résultats et lendemains incertains

Catherine Samary

3

### DOSSIER

*La Quatrième Internationale, la révolution cubaine et le Che*

	Livio Maitan	6
<i>Quatre enquêtes autour d'une légende</i>	Janette Habel	9
<i>« Ausi connu comme le Che »</i>	P. Ignacio Taibo II	11
<i>Cuba et le Che</i>	Fernando M. Heredia	12

### République du Congo

*Le Congo après Mobutu* Colette Braeckman **18**

*Les défis du nouveau pouvoir* Jean Nanga **23**

*Contradictions interimpérialistes* Eric Toussaint et Denise Comane **28**

### Centenaire du mouvement sioniste

*Une contre-conférence à Bâle* Gilbert Achcar **29**

### OTAN

*La nouvelle OTAN : instrument de la Pax americana* Jean-Louis Michel **30**

### Algérie

*Panique à Alger* Salhi Chawki **34**

### Mexique

*« Les Zapatistes restent armés »* Document **36**

## Inprecors

Revue d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié de la  
IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas  
nécessairement le point de vue  
de la rédaction.

Editée par la PECCI Sarl au capital de  
50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration :**  
PECCI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11,  
France.

Tél. : (33-1) 43 79 29 60

Fax : (33-1) 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Gérant et directeur de publication :

Jean Malewski

C.P. n° 59117.ISSN 1 0294-8516

**Conception et maquette :**

Rotographie

**Imprimé** par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex.

**Diffusé** dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

## Abonnement

(11 numéros par an)

<b>France - DOM-TOM - Europe</b>	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
<b>Afrique du Nord - Moyen-Orient</b>	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
<b>Afrique - Amériques - Asie</b>	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
<b>Pli fermé France - Europe</b>	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Abonnement**   
**Réabonnement**

- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (600 FF, 1 an)
- **« Lecteurs solidaires »** (150 FF, 6 mois)
- **« Découvrir INPRECOR » \*** (75 FF, 3 mois)

\* Réservé aux nouveaux abonnés

Nom - Prénom : .....  
Rue : .....  
Commune / Code postal : .....  
Ville : .....  
Pays : .....

## Elections municipales en Bosnie-Herzégovine (B-H) :

# Résultats et lendemains incertains

Les résultats définitifs des élections municipales des 13 et 14 septembre 1997 ne sont toujours pas connus 15 jours plus tard... L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) chargée de superviser l'ensemble du processus électoral est confrontée à de nombreuses plaintes, notamment liées au décompte du vote des « absents » (abstentee ballots), c'est-à-dire les électeurs réfugiés à l'étranger, ou éloignés par la guerre de leur localité d'origine où ils souhaitaient voter. L'ambivalence des accords de Dayton est là : entérinant d'un côté des « entités » divisant la Bosnie sur des bases ethniques, mais en même temps censés garantir le retour des réfugiés et personnes déplacées. Le droit de voter dans la localité où l'on était inscrit avant la guerre a donc été reconnu. Mais les partis nationalistes ont voulu consolider par les élections (législatives, l'an passé, municipales aujourd'hui) les territoires conquis dans la guerre. La composition des listes électorales fut donc un enjeu essentiel. A la veille même du scrutin, le HDZ croate et le SDS de Karadzic avaient menacé de boycotter les élections : le premier était mécontent des listes établies à Mostar « capitale » de L'Herceg-Bosna (Etat croate théoriquement dissous dans la Fédération croato-musulmane). Le second protestait de la même façon face au risque de perdre Brcko, en plein dans le « corridor » qui relie les deux parties de l'entité serbe (Republika Srpska-RS). Les changements acceptés au dernier moment par l'OSCE (plus soucieuse que les élections aient lieu, que de principes) ont conduit ces partis à participer au scrutin...



Mais la volonté d'affaiblir les partis nationalistes et, tout simplement, d'exprimer le droit au retour se manifeste aussi dans le vote des gens, notamment des « absents ». C'est le cas semble-t-il pour les nombreux Musulmans chassés de Srebrenica, ancienne « enclave » musulmane en « territoire serbe », dont les maisons sont désormais occupées par des réfugiés serbes (malheureux de n'être pas chez eux en Krajina croate...). Il se pourrait que l'assemblée municipale de Srebrenica soit... à majorité SDA avec un maire musulman. Autre cas à suivre, exceptionnel, est celui de Drvar, dans la Fédération croato-musulmane : les Serbes y étaient majoritaires avant guerre. Les Croates le sont désormais. Or, une association de Serbes préconisant le retour de tous les réfugiés dans leur foyer respectif s'est présentée à Drvar et pourrait l'emporter... Dans les deux cas, si ces résultats se confirment, on sera confronté aux réactions violentes des partis extrémistes serbe et croate.

Tel est bien semble-t-il le profil de ces élections : les partis nationalistes y demeureront prédominants. Mais des formes multiples de résistance aux politiques nationalistes s'y manifestent. On est déjà sûr de la victoire de la Liste unie à Tuzla. Cette coalition de partis de gauche ou démocrates, conduite par le parti de Beslagic, maire de Tuzla se confrontait à une campagne agressive du SDA d'Izetbegovic. La Liste Unie pourrait même, avec les voix acquises par le Parti Social-Démocrate, obtenir une majorité des deux-tiers. Pourtant, cette ville industrielle symbolique du mélange bosniaque et à majorité musulmane a connu un afflux massif de réfugiés musulmans des campagnes, base sociale du vote SDA. Cela confirmerait le fait que beaucoup d'entre eux (d'entre elles, en l'occurrence), provenant de Srebrenica, auraient voté dans leur commune d'origine...



Insistant plus sur le maintien de la Bosnie que sur l'Islam, le SDA a formé une coalition où se sont joints à lui deux petits partis libéraux et le « Parti pour la Bosnie », scission du SDA représentant son aile laïque et pro-américaine, dirigée par Haris Siladzic. Cette coalition aurait remporté la majorité des suffrages dans la plupart des communes à majorité musulmane — mais n'obtiendrait qu'une majorité très relative face à ses opposants à Sarajevo.

La Republika Srpska connaît un conflit ouvert entre les partisans du SDS de Karadzic et la présidente Biljana Plvasic. Celle-ci a dissous le Parlement et scissionné du SDS en choisissant de dénoncer les malversations financières de Karadzic et de jouer le jeu des accords de Dayton. L'opposition au SDS serait majoritaire à Banja Luka. Milosevic désormais élu président de la Fédération yougoslave (serbo-monténégrine), et dont le Parti socialiste est sorti majoritaire des récentes élections en Serbie, a confirmé son rôle de « relais incontournable » pour résoudre la crise constitutionnelle de l'entité serbe de Bosnie : il a obtenu un accord pour que s'y tiennent le 23 novembre de nouvelles élections législatives. Mais en Serbie comme en RS un des résultats les plus inquiétants est la montée du vote en faveur du Parti radical serbe de Vojislav Seselj, ex-allié de Milosevic et qui capitalise en partie les votes de ceux que Karadzic (et Milosevic) a déçus.

Le 1<sup>er</sup> Octobre 1997.

**Dossier**  
*Che Guevara*



# La Quatrième Internationale, la révolution cubaine et Che Guevara

Le trentième anniversaire de la mort d'Ernesto Che Guevara a produit, comme on pouvait s'y attendre, une floraison de livres et de publications de toute sorte, une exploitation commerciale démesurée, la relance d'un mythe. Mais de son vivant Guevara a été un personnage contesté, explicitement ou par omission, dans le mouvement ouvrier et anti-impérialiste international lui-même. Faut-il rappeler que pour la plupart des partis communistes latino-américains il a été une cible de choix dans le cadre de leurs polémiques contre les conceptions et les orientations des révolutionnaires cubains, qu'aux yeux des dirigeants des partis communistes parmi les plus représentatifs il est apparu comme un déviationniste gauchiste sinon un aventurier tout court, que les dirigeants chinois sont allés jusqu'à garder le silence sur son entreprise en Bolivie et même sur sa mort ?

Nous avons déjà analysé les aspects multiples de la personnalité et de l'œuvre du Che dans le dossier paru dans notre numéro de juillet. Aujourd'hui, nous allons évoquer synthétiquement l'attitude qu'a eue la Quatrième Internationale, dans ses publications et dans son action à l'égard du Che et de la révolution cubaine.

Immédiatement après le renversement du régime de Batista, dans son premier numéro de 1959, notre revue Quatrième Internationale (QI) présente la victoire du mouvement de Fidel Castro comme l'un des événements les plus significatifs de la révolution coloniale de l'époque. En septembre, une note éditoriale de la même revue analyse les premiers mois du nouveau régime en mettant l'accent sur le développement ininterrompu de la révolution et le caractère radical des mesures adoptées, dont la réforme agraire. Cette analyse était poursuivie en juillet de l'année suivante : « *la révolution cubaine (...), à la suite des progrès déjà réalisés, a largement dépassé les limites bourgeoises démocratiques en adoptant des mesures qui portent atteinte au régime capitaliste lui-même* ». Toutefois, nos articles reflètent, d'un côté, des connaissances factuelles insuffisantes (notamment sur le rôle du Che

dans la guérilla), d'un autre côté, ne saisissent pas encore la nature très spécifique et la dynamique de la direction castriste. Ce sont surtout les mesures d'expropriation adoptées en octobre 1960 qui nous amènent à parachever notre analyse et à élaborer pour le congrès mondial déjà fixé début janvier 1961 un projet de résolution expliquant sans ambages que « *Cuba a cessé d'être un État capitaliste et est effectivement devenu un État ouvrier* » et soulignant l'évolution du groupe dirigeant de la révolution :

« *La direction fidéliste est née comme une équipe jacobine à la composition sociale et à l'idéologie non prolétarienne et petites bourgeoises, mais elle s'est liée dès le début avec les masses paysannes puis successivement, surtout après la prise du pouvoir, aussi avec les masses prolétariennes. Dans une situation telle que celle de Cuba et dans le contexte international donné, elle devait subir de plus en plus l'influence puissante de ces masses, se libérer des éléments petits-bourgeois et même bourgeois conservateurs, avec qui elle avait trouvé un accord temporaire, s'adapter empiriquement mais audacieusement à la logique de la révolution permanente, en allant bien au delà des buts qu'elle avait conçus* » (1)

Quelques mois auparavant, malgré l'opposition de partis communistes et des staliniens cubains, des militants trotskystes de cinq pays (Argentine, Chili, Mexique, Pérou, Uruguay) avaient participé à la Havane au 1er congrès de la jeunesse latino-américaine, en exprimant un « soutien inconditionnel à la révolution cubaine ».

Dans les années suivantes, nos organisations et nos publications, saluent les prises de position les plus significatives des révolutionnaires cubains. En avril 1962, QI publie le texte intégral de la deuxième déclaration de la Havane en écrivant dans son éditorial : « *depuis les premières années de la IIIe Internationale, le mouvement révolutionnaire n'avait entendu aucune voix si haute, si passionnée* ». Trois mois plus tard, un autre éditorial est consacré au

*Dans l'article ci-contre Livio Maitan évoque l'attitude qu'a eue la Quatrième Internationale, dans ses publications et dans son action à l'égard du Che et de la révolution cubaine.*

Par  
Livio Maitan

« limogeage » d'Anibal Escalante, dénoncé par Castro comme partisan de conceptions et de comportements bureaucratiques.

C'est à cette occasion que la revue met en relief pour la première fois le rôle du Che. Elle mentionne notamment un discours que celui-ci avait prononcé fin avril et où, d'un côté, il avait insisté sur l'importance de Cuba pour toute l'Amérique latine, et, de l'autre, il n'avait pas hésité à dénoncer le hiatus qui se dessinait entre les dirigeants et les masses (« *il semble que nous parlions deux langues différentes* »).

Toujours dans la même année, la IV<sup>e</sup> Internationale appelle à la solidarité avec Cuba lors de la crise aux Caraïbes et dénonce l'attitude de Khrouchtchev qui avait décidé le retrait des fusées sans consulter les Cubains. Elle ne reproche pas

*Errata* : Dans l'article Tresso, un révolutionnaire, un internationaliste (Inprecor n°416), la phrase suivante a été omise par erreur : « ne correspondant pas à la réalité et politiquement sectaire » (p.6 ligne12, après « analyse »).

pour autant aux dirigeants soviétiques « de ne pas avoir poussé le jeu jusqu'au point de rupture, qui, à un certain moment, il ne faut pas l'oublier, a été extrêmement proche (...). L'éclatement d'une guerre nucléaire ne correspond pas aux intérêts des États ouvriers et du mouvement prolétarien international (...) Il ne correspondait pas non plus à l'intérêt de Cuba socialiste » (QI, décembre 1962).

En 1963, c'est un nouveau congrès mondial qui revient avec force sur le rôle de la révolution cubaine comme stimulant de la montée révolutionnaire en Amérique latine. Le texte « les bases théoriques et politiques de la réunification » explique, entre autres : « l'apparition d'un État ouvrier à Cuba — dont la forme n'est pas encore fixée — présente un intérêt tout particulier du fait que la révolution y a été réalisée sous une direction totalement indépendante de l'école stalinienne. L'évolution du Mouvement du 26 juillet vers le marxisme révolutionnaire fournit un exemple qui sert maintenant d'exemple à une série d'autres pays ». Par ailleurs, justement la convergence d'attitude face à la révolution cubaine de la part des organisations du Secrétariat international et des organisations liées au SWP des États-Unis a été l'une des préconditions de la réunification sanctionnée par le congrès (QI, troisième trimestre 1963).

Mais c'est surtout de 1964 à 1967 que la IVe Internationale et ses sections s'identifieront profondément avec la révolution cubaine et notamment avec le combat du Che. En 1964, sous l'inspiration de Guevara, à l'époque ministre de l'industrie, se développe un débat économique majeur. Ernest Mandel y participe sur place à l'occasion d'un voyage et par une contribution parue dans la revue « Nuestra industria ». Ses commentaires et ses conceptions s'expriment également dans un article de QI, dont le titre, « la loi de la valeur, l'autogestion et les investissements dans l'économie des États ouvriers », suffit à donner une idée de l'enjeu du débat.

A ce moment-là personne, ni à Cuba ni ailleurs, n'aurait soupçonné que le séjour du Che à Cuba touchait à sa fin et que 1965 serait marqué par son départ pour des destinations alors inconnues. Nous n'avions pas plus d'informations que d'autres et donc nous nous limitons à avancer des hypothèses. Dans un article sobre et clairvoyant (« Un nouveau champ de bataille pour Che Guevara », QI, novembre 1965) Joe Hansen rappelle d'abord le contexte latino-américain et mondial, marqué notamment par le coup d'état contre-révolutionnaire au Brésil et le commence-

ment de l'escalade au Vietnam. Il avance ensuite une hypothèse, qui sera par la suite confirmée : « il serait assez vraisemblable de supposer que l'équipe Kossyguin-Brejnev adressa à la Havane une vigoureuse protestation au sujet des déclarations de Guevara en Afrique et de certaines critiques lancées à leur intention ». Et il ajoute : « ce qui s'est passé entre Castro et Guevara, bien sûr, nous ne le savons pas. Les dirigeants révolutionnaires cubains ont parlé, franchement et ouvertement sur tous les problèmes qu'ils ont rencontrés depuis qu'ils ont constitué leur équipe. Ce fut aussi, très probablement, le cas en cette occasion » (tout le monde sait maintenant qu'une très longue rencontre a eu effectivement lieu entre les deux dirigeants au moment du retour du Che à la Havane). « Il se peut que l'incident ait rendu plus net le dilemme crucial auquel font face les révolutionnaires cubains. Ils ont décidé de faire tout ce qu'ils peuvent, y compris de douloureuses concessions, pour conserver des liens solides avec l'URSS. D'autre part, ils savent bien que la politique de "coexistence pacifique" de Moscou constitue un grave et permanent danger pour leur révolution. La révolution cubaine doit recevoir un support nouveau d'autres révolutions, surtout dans l'hémisphère occidental, entrant en liaison avec elle dans les limites d'un certain temps, si elle ne veut pas souffrir une défaite éventuelle. Ce besoin fondamental a constitué la trame de la politique cubaine vis-à-vis de l'Amérique latine (...) A Guevara, le premier, il doit apparaître que des efforts extraordinaires doivent être faits pour surmonter les échecs, pour renverser les effets de la défaite au Brésil, pour mobiliser plus d'énergie que jamais, pour remporter une nouvelle victoire, pour assurer la défense de la révolution cubaine en faisant progresser la révolution socialiste mondiale en un endroit quelconque où des conditions favorables se trouvent ou peuvent être créées. Est-il si extravagant de concevoir un révolutionnaire comme Guevara se donnant une responsabilité personnelle dans ce programme ? Il n'y a pas la moindre trace de "romantisme révolutionnaire". C'est la manière même de se donner à une grande cause qui a fait de lui un socialiste de premier rang et qui donne son sens à l'existence de chaque socialiste révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui (...). Le principal problème politique qu'ont à résoudre les révolutionnaires cubains et le rôle qu'y joue Guevara sont assez clairs. En tant que partisans de leur révolution, nous ne pouvons que soutenir les Cubains dans leurs héroïques efforts pour sauvegarder leurs conquêtes et ren-

forcer leur forteresse assiégée. »

Tout au long des premiers mois de 1967, les organisations de la QI diffusent le message que le Che envoie à la Tricontinentale. Michaël Lowy soulignera pertinemment notre appréciation et nos sentiments de l'époque : « dans ce texte fulgurant et incisif le Che développe les thèmes suivants :

1) l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est un système mondial, et il faut le battre dans un affrontement mondial, ample et prolongé ;

2) pour lutter contre l'ennemi commun du genre humain, l'impérialisme US, les pays socialistes et leurs partisans doivent unir leurs efforts, malgré leurs divergences. La forme actuelle que prennent ces divergences constitue une faiblesse, mais l'union nécessaire finira par s'imposer, sous la pression des coups de l'ennemi ;

3) dans ce combat gigantesque, la tâche historique des peuples du tiers monde est d'éliminer les bases de subsistance de l'impérialisme dans les pays sous-développés, sources de profits et de matières premières, marchés pour les produits de la métropole, soumis aujourd'hui à une dépendance absolue :

4) il nous faut aujourd'hui une stratégie globale pour la guerre contre l'impérialisme, capable d'aider efficacement le détachement d'avant-garde du prolétariat mondial : le Vietnam. C'est-à-dire qu'il faut créer deux, trois plusieurs Vietnam pour obliger l'impérialisme à disperser ses forces (M. Lowy, La pensée de Che Guevara, Maspero, 1970, pp108-109).

Pour sa part, QI écrit son numéro de juillet : « En Amérique latine, tous les militants d'avant-garde répondront présent à l'appel de Che Guevara. Dans plusieurs pays existent déjà des foyers de guérillas (...). Les militants d'avant-garde en Amérique latine ne manqueront pas de trouver les formes de liaison et d'action pour renforcer et étendre les combats armés qui se sont engagés sur ce continent ».

Dès que l'existence de la guérilla du Che en Bolivie est connue, la QI n'hésite pas à lui exprimer sa solidarité. Cela vaut en premier lieu pour sa section bolivienne dont les militants, bien que frappés par une dure répression, ne cachent pas leur volonté de s'associer à l'entreprise, politiquement et organisationnellement. Avant d'être



arrêté, le secrétaire du POR, Hugo Gonzalez, écrit un appel où on lit, entre autres : « *Notre salut aux formations de guérilla de Nancahuazu (...). Les guérillas sont un appel au combat (...). Elles ne sont pas une folle aventure et moins encore une transposition mécanique et artificielle de la guérilla cubaine (...). Elles naissent en Bolivie comme point culminant de son propre processus politique. Non seulement le peuple bolivien ne s'oppose pas à la lutte armée, mais, au contraire, il tire cette conclusion de la réalité objective actuelle* » (juin 1967)

Au cours de l'été a lieu à Cuba la conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS), qui se termine par l'adoption d'un texte en vingt points qui réaffirme les principes du marxisme et du léninisme et explique en toute clarté que « *la lutte armée révolutionnaire constitue la voie fondamentale de la révolution en Amérique latine* ». Joe Hansen, à l'époque l'un des dirigeants non seulement du SWP des États-Unis mais aussi de la QI, présente à la conférence, écrira que « *les deux conclusions — les dimensions hémisphériques de la lutte de libération et la nécessité de prendre les armes pour une issue socialiste — furent affirmées dans des discours et des résolutions qui firent sensation dans le monde entier. Cette position fut symbolisée de manière saisissante par deux portraits géants, l'un de Simon Bolivar, le libérateur, l'autre de Che Guevara, placés de façon semblable* » (QI, novembre-décembre 1967). Selon Hansen, la conférence

avait surmonté des incertitudes et des ambiguïtés existant lors de la Tricontinentale en 1966 et, qui plus est, n'avait comporté aucune discrimination.

La solidarité avec la révolution cubaine et avec la guérilla du Che n'empêche pas la QI d'avancer ses propres analyses de la situation en Amérique latine et d'esquisser ses propres conceptions de la lutte révolutionnaire. En juillet, QI publie une critique systématique par l'auteur de cet article du livre de Régis Debray : « *Révolution dan la révolution ?* », paru à la Havane, diffusé très largement dans toute l'Amérique latine et censé refléter les conceptions des Cubains en matière de lutte armée. Trente ans après, il est encore difficile de comprendre les raisons qui ont suggéré aux dirigeants cubains d'inciter une personne, dont l'igno-

rance de toute une série de données sur l'Amérique latine était manifeste, à se lancer dans une telle entreprise politico-littéraire. Pourquoi ont-ils avalisé un essai qui, comme il était prévisible, allait provoquer assez vite des critiques virulentes dans les milieux révolutionnaires latino-américains eux-mêmes et qui, par ailleurs, était sous plusieurs aspects en contradiction avec un texte que la délégation cubaine présentera peu après à la conférence de l'OLAS ? Pour notre part, nous réaffirions l'attitude des trotskystes boliviens favorables à la guérilla du Che et nous précisions en même temps : « *la discussion qui se déroule dans le mouvement révolutionnaire latino-américain sera utile et concluante dans la mesure où elle sera centrée sur l'analyse des situations spécifiques de certains pays plutôt que sur des généralisations en même temps trop vagues et trop engageantes.*

*C'est justement l'originalité de l'expérience cubaine, qui, par plusieurs aspects, a pris de court toutes les tendances du mouvement ouvrier international qui devrait conseiller d'éviter les schémas rigides, notamment en ce qui concerne les formes et les étapes concrètes des processus révolutionnaire* ».

L'annonce de l'assassinat du Che provoque une énorme douleur et un sentiment de révolte chez tous les militants marxistes révolutionnaires. Des militants boliviens dans la clandestinité s'expriment dans une lettre parue dans QI : « *l'assassinat de Che Guevara est un coup dur pour la lutte de guérilla en Bolivie. Mais il faut souligner que la guerre de guérilla, en Bolivie, comme dans tout autre pays où elle naît, a de profondes causes économiques, nationales et mondiales (...). Le POR bolivien considère qu'il est du devoir de tous les révolutionnaires en Bolivie et en Amérique latine de soutenir la lutte actuelle des guérillas, de la renforcer, de la sortir de son isolement de la lier au mouvement des masses dans les villes et dans les mines et d'y associer la paysannerie comme une force combattante* ». Le même numéro de la revue publie, sous forme d'éditorial, un message du Secrétariat unifié de la QI dont nous rappelons le passage central : « *l'accession au pouvoir vit Guevara plus fidèle que jamais à son idéal communiste (...). Il lutta pour l'homme nouveau, un homme véritablement nouveau qui n'avait rien de commun avec les caricatures fournies par les bureaucrates. Imprégné au plus haut point du caractère international de la révolution socialiste, il rappela aux États ouvriers "riches" leur devoir à l'égard de ceux qui ne l'étaient pas.* »

Les jeunesse communistes révolution-

naires, qui viennent de se former, organisent à Paris un meeting à la mémoire du Che : 1 700 personnes y participent.

La publication l'année suivante du journal de Bolivie nous amène à revenir sur la défaite de la guérilla et ses causes. Désormais, il était légitime de se poser une série de questions dont les suivantes : « *l'isolement presque complet du noyau était-il inévitable ? La rupture prolongée de toute liaison avec les villes était-elle inévitable ? Était-il objectivement impossible de recruter à temps quelques dizaines de combattants supplémentaires ?* » (QI, novembre 1968). Nous reppelions dans cet article que les révolutionnaires boliviens avaient répondu par la négative. Des historiens y reviendront, mais il est difficilement contestable que, si le Che a été condamné à un isolement tragique et si des forces effectivement disponibles n'ont pas pu le rejoindre, une responsabilité majeure en incombe au réseau contrôlé par le Parti communiste pro-Moscou, hostile à l'entreprise du Che dès le début (2).

Finalement, en avril 1969, le IX<sup>e</sup> Congrès mondial de la QI, qui adopte une résolution sur l'Amérique latine, en essayant de tirer les leçons du combat bolivien et d'autres expériences de lutte armée dans le continent, « *honore particulièrement la mémoire du camarade Ernesto Che Guevara, symbole de la nouvelle génération de révolutionnaire entrepides de par le monde* » (QI, mai 1969) (3) ■

1) Ce projet fut adopté par le Secrétariat international à la majorité, avec l'opposition des deux représentants du courant posadiste, Adolfo Gilly et Albert Sencid, lesquels allaient rectifier leur attitude au cours du congrès. Sencid écrira, sous le pseudonyme de A. Ortiz, une analyse de l'État ouvrier cubain dans le numéro de novembre de QI de l'année suivante. Le texte adopté par le congrès a été publié séparément dans QI, premier trimestre 1961. Dans ce même numéro, le chapitre sur Cuba qu'il remplaçait a été maintenu par erreur dans la résolution plus générale sur la révolution coloniale. Les prises de positions du courant posadiste — ainsi défini du fait que son principal dirigeant, l'Argentin d'origine italienne Homero Cristali, a utilisé de préférence le pseudonyme de J. Posadas — après sa rupture avec la QI en 1962 et surtout en 1965 et 1966 lorsqu'il prétendit que le Che avait été assassiné par Fidel, ont contribué incontestablement à induire Fidel et, dans une beaucoup moindre mesure, le Che, à exprimer des appréciations inacceptables sur notre mouvement et le trotskysme. Nous allons revenir sur les positions du Che à l'égard de Léon Trotsky et du trotskysme dans un prochain numéro.

2) Nous sommes revenus sur ces problèmes dans notre article « De la guérilla à la guerre du peuple ? L'autocritique mystifiée de Régis Debray », QI, printemps 1975.

3) Le problème de la guérilla a été abordé dans la résolution susmentionnée de 1969 et réévalué sous forme d'autocritique au cours des congrès de 1975 et 1979.



# Le Che :

## quatre enquêtes autour d'une légende \*

Comment écrire une biographie d'Ernesto Guevara sans écrire en même temps l'histoire de la révolution cubaine ? Quand, comment et pourquoi s'est nouée la tragédie ? Pourquoi le mythe ? A des titres divers, Paco Ignacio Taibo II, Pierre Kalfon, Jon Lee Anderson et Jorge Castañeda ont fait œuvre d'historiens. Mais l'histoire cubaine est opaque. De nombreux textes du Che restent inconnus, notamment ceux écrits après son départ.

Il est difficile de restituer ces années 1960 que cette fin de siècle a pris à contre-pied. Le conflit sino-soviétique et le rôle de l'URSS stalinienne commencent seulement à être entrevus. L'ouverture partielle des archives à Moscou ou Washington ont facilité les recherches d'Anderson et de Castañeda. Anderson a bénéficié de l'appui d'Aleida March, la compagne du Che, et d'une présence prolongée à Cuba. Avec l'effondrement de l'URSS les langues se délient, les bouches s'ouvrent.

### Le guerrillero

Le Che émerge victorieux de la Sierra Maestra, auréolé d'un énorme prestige : celui d'un Argentin venu combattre pour la libération d'une terre étrangère où il a fait preuve de capacités militaires et politiques exceptionnelles.

Taibo II restitue magistralement l'épopée de l'Escambray, la prise de Santa Clara, qui provoque la chute de Batista : le stratège argentin encercle la ville et s'en empare. Il n'y avait jamais mis les pieds auparavant. Il réussit cet exploit grâce à l'unité qu'il sait imposer entre les organisations de la province de Las Villas. Il y fait preuve d'un talent de négociateur d'autant plus remarquable qu'il est étranger et qu'il est en terrain miné : le 26 Juillet est divisé, le Directoire révolutionnaire a éclaté.

A la fois stratège, idéologue et dirigeant politique, il incarne une figure particulière dans la Révolution : intellectuel et homme d'action. Hétérodoxe, hérétique, non conformiste, irrévérencieux, tel est et sera

le Che. Il tirera les leçons de ces victoires militaires dans un petit livre *La guerre de guerrilla*. Ses réflexions sont loin de la caricature foquiste qu'on en a donné plus tard. Mais elles sont le produit d'une expérience particulière et d'une formation sociale où le problème agraire est fondamental. « Dans l'Amérique sous-développée le terrain fondamental de la lutte armée doit être la campagne » affirme-t-il. Pierre Kalfon montre très bien comment il a créé dans la Sierra Maestra un territoire libéré avec un « hôpital de campagne », une école, un journal *El Cubano libre*, une station de radio, *Radio Rebelde*. « Peu à peu les guajiros (paysans) ont vaincu leur effroi et ont commencé à rejoindre les rebelles... A mesure que la guerrilla d'extraction citadine est devenue paysanne, les paysans eux se sont transformés en guerrilleros » rappelle très justement P. Kalfon (p. 212).

Mais le Che relativise l'importance des luttes urbaines et se méfie de leurs dirigeants. La lecture des quatre ouvrages concorde : sa méfiance à l'égard de la direction urbaine du Mouvement du 26 juillet (M-26-7) est politique. L'aile droite du mouvement y est fortement représentée. Dénonçant son opportunisme, le Che la critiquera avec virulence et poussera à la concentration des pouvoirs dans les mains de F. Castro. Il sous-estime ainsi le rôle fondamental des réseaux d'appui urbains à Santiago dirigés par Frank Pais après le débarquement du Granma. Décimée à son arrivée en Décembre 1956, la guerrilla n'a sans doute survécu que grâce à cette aide : dès les premières semaines de 1957, des dizaines de renforts gagneront la Sierra Maestra. Il n'y aura rien de semblable en Bolivie bien au contraire.

Déjà, la légende se propage. Il lit Goethe, Victor Hugo, Pablo Neruda. « On le craint parce que c'est un chef exigeant et rigoureux, mais on le respecte parce qu'il est juste et ne s'accorde aucun privilège » (Kalfon p. 207). En 1960 le *Time* le présente comme le « cerveau » de la révolution (1), son rôle politique est en effet décisif

Quatre biographes, deux mexicains, un français, un américain. Une figure singulière, un chant funèbre, une histoire — l'Histoire — si difficile à reconstruire et qui n'a pas encore livré ses mystères. Le destin du Che, son sort tel qu'il se joue à La Havane en 1964 et 1965 sont encore un secret d'Etat.

Par  
Janette Habel

**Pierre Kalfon**, *Che : Ernesto Guevara, une légende du siècle*, Seuil, Paris, 1997, 628 p., 148 F.

**Paco Ignacio Taibo II**, *Ernesto Guevara, connu aussi comme le Che*, Métailié/Payot, Paris, 1997, 796 p., 195 F.

**Jorge I. Castañeda**, *La vida en rojo*, Espasa, 1997, Buenos Aires, 540 p. (à paraître en septembre aux Editions Grasset).

**Jon Lee Anderson**, *Che Guevara, A Revolutionary Life*, Bantam Press, Londres, 1997, 814 p.

après la prise du pouvoir. Ce jugement est confirmé par Fidel Castro : « Le Che était d'un point de vue théorique plus formé que moi, c'était un révolutionnaire plus avancé que moi » dira-t-il (2).

### L'itinéraire intellectuel

Autrefois peu connu, l'itinéraire intellectuel d'Ernesto Guevara est restitué par les quatre biographes de manière similaire pour les premières années mais ils divergent ensuite. On sait maintenant comment — sous l'impact des révolutions bolivienne et surtout guatémaltèque — il rejoint le marxisme, sans jamais avoir été membre d'un parti communiste.

\* Cet article est repris de la Quinzaine littéraire, n°719, 1-15 juillet 1997.

1) P. Kalfon p. 293

2) J. Castañeda p. 113

Il se rapproche ainsi du vieux PC cubain (le PSP) dans la Sierra Maestra, il voit dans ce parti un allié contre l'aile droite du 26 juillet et se lie à Raoul Castro issu de la jeunesse communiste. Mais le PSP cherchera très vite à conquérir l'hégémonie dans le nouveau parti que F. Castro veut construire. Profitant de la faiblesse du M-26-7 affaibli par ses divisions, les vieux stalinien croient leur heure venue et s'emparent des postes clés du nouveau parti. « Escalante commença à occuper toutes les positions importantes... Certains vieux cadres commencèrent à occuper des postes de direction et à jouir de nombreux privilèges : belles secrétaires, Cadillacs, air conditionné. Ils s'y habituèrent très vite ; ils préféraient garder les portes fermées pour jouir de l'air conditionné, en laissant la chaleur cubaine à l'extérieur. Là où attendaient les ouvriers, dehors », commentera le Che (3). Jorge Castañeda montre bien comment cette crise dite du sectarisme va influencer son jugement sur l'URSS.

Il prendra peu à peu ses distances avec le modèle soviétique sous l'impact de ses voyages en URSS et en Europe centrale. Après la crise des fusées, il est indigné par le comportement des Soviétiques qui violent allégrement la souveraineté cubaine. Cette indignation ne fera que se renforcer lorsque, de par sa responsabilité dans la conduite des affaires économiques, il sera confronté aux pratiques commerciales de Moscou, à l'arrogance et à l'incompétence de ses fonctionnaires, à leur volonté d'hégémonie. Il met en cause les rapports de l'URSS avec les pays du tiers-monde dans son discours d'Alger.



## L'éthique du pouvoir

L'exercice du pouvoir et les choix économiques dramatiques auxquels l'île est confrontée après la rupture avec Washington vont changer les rôles.

Le Che désormais ministre est un dirigeant austère, ascétique, discipliné, animé d'une exigence éthique dans l'exercice du pouvoir que sont loin de partager ses compagnons de la Sierra. Sa personnalité iconoclaste et son non conformisme soulignés par Jon Lee Anderson choquent les apprentis bureaucrates. « L'Argentin », comme diront certains, « es un pesado » (un emmerdeur), il dérange. Ses méthodes de direction sont aux antipodes de celles de Fidel comme le rappelle Anderson. Son

intransigeance gêne : il est peu enclin à la diplomatie, entendue comme l'art de la real politik et de l'opportunisme. De cette intransigeance Castañeda fournit une « explication » psychologique (les asthmatiques selon lui ne supporteraient pas les situations ambivalentes !).

Les tensions vont se développer dès 1962 avec l'apparition des difficultés économiques. Sa rigueur le conduit à émettre des jugements lapidaires sur l'économie : il dénonce l'existence « d'une crise de la production », jugement que F. Castro contredira aussitôt (Castañeda p.272). Il est le seul à maintenir ses positions face aux impulsions de Fidel. Il s'agit là des prémisses du débat public qu'il va impulser sur les priorités et la stratégie de développement de l'économie.

C'est sur ce plan que l'approche des différents auteurs est la plus réductrice. Elle témoigne d'une incompréhension des propositions de Guevara assimilées à un totalitarisme qui s'ignore ou à un volontarisme inopérant (Castañeda parle de « fondamentalisme » !) et Taibo le juge prisonnier « d'un marxisme néanderthalien » ! Les idées du Che ne sont certes pas exemptes d'erreurs, sa pensée était en pleine évolution. Mais au delà du débat sur la loi de la valeur, l'essentiel est ailleurs : il est engagé dans une critique radicale du socialisme bureaucratique, à la recherche d'un modèle alternatif dont « l'homme nouveau » (en réalité le dirigeant nouveau) n'est qu'une ébauche imprécise, la recherche d'un pouvoir éthique et humaniste.

Mais ses thèses sont écartées. Le rapprochement économique avec Moscou rend sa position de plus en plus aléatoire et le fragilise. Il est accusé de maoïsme (le conflit soviétique est à son paroxysme) et de trotskysme au point qu'un traducteur, agent du KGB, aurait été chargé par Moscou de surveiller ses faits et gestes, affirme Castañeda. Le discours d'Alger consacre cette rupture. Désormais « le Che sait qu'il est devenu un handicap pour Fidel dans les rapports avec les Soviétiques » souligne J. L. Anderson (4). Il doit partir.

## La souricière bolivienne

Pourquoi et dans quelles conditions le Che va-t-il au Congo d'abord, en Bolivie ensuite, et comment expliquer les circonstances de sa disparition ? A cette question P.Kalfon, Anderson et Castañeda apportent des réponses convergentes. En consultant les archives soviétiques et américaines Castañeda a accumulé une connaissance approfondie des rapports entre Moscou et La Havane. Anderson a eu accès à d'im-

portantes informations cubaines. Il affirme que le départ au Congo aurait été décidé par F. Castro, un choix jugé moins délicat que l'Amérique latine car l'URSS appuie à l'époque les rebelles congolais. Le leader cubain aurait d'ailleurs informé Moscou. Après l'échec africain, c'est encore le leader máximo qui aurait organisé l'expédition bolivienne avec « l'appui » qui se révélera fatal de Monje, secrétaire du PC bolivien. A ce propos Anderson s'appuie sur un témoignage d'une grande importance : il s'agit du préambule original du journal de Pombo (5) jamais publié auparavant mais qu'il reproduit. Pourtant selon la version officielle c'est le Che lui-même qui aurait pris la décision. Or la Bolivie se révèle être une véritable souricière. L'appui promis par Monje sera inexistant (Monje dément s'être engagé avec F. Castro et accuse ce dernier de l'avoir trompé, mais que vaut la parole de Monje ? ). Les réseaux urbains seront démantelés par la CIA dont Castañeda révèle qu'elle les avait infiltrés depuis le début. Plus grave, Castañeda affirme que le Che ignorait avant son départ de La Havane l'opposition de Monje à la guerrilla (p 413), opposition qui aurait été connue de F. Castro et de Pineiro (6).

Les Soviétiques, informés de la présence du Che en Bolivie, auraient menacé La Havane de suspendre leur aide en cas d'intervention pour sauver le Che. Désormais totalement isolé, il est condamné. Ceci expliquerait non seulement l'abandon de la guerrilla mais le retrait de La Paz de Ivan, seul agent de liaison avec Cuba, et le blocage dans l'île des renforts prévus. Enfin Castañeda s'interroge : pourquoi la présence du Che en Bolivie — connue par les Américains — n'est-elle pas rendue publique ? On imagine dans l'ambiance de l'époque la mobilisation internationale qui en aurait résulté pour sauver Ernesto Guevara

Trente ans après les mystères demeurent. De ce faisceau de complots obscurs émerge la figure du Che. Non pas « icône culturelle » comme l'écrit l'auteur de *L'utopie désarmée* (7) mais rieur austère, rêveur lucide, révolté méthodique, en un mot briseur d'icônes. ■

3) Cité in J. Castañeda p. 263

4) Jon Lee Anderson p 677

5) L'un des 3 survivants cubains de la guerrilla bolivienne avec « Benigno » qui s'est exilé à Paris (Anderson p 680)

6) Responsable des services secrets cubains pour l'Amérique latine dont le Che se serait méfié cf Anderson (pp. 545-548-549)

7) De J. Castañeda. Il s'agit d'un bilan critique des guerrillas latino-américaines.

# « Aussi connu comme le Che »

I- Les mythes par nature sont éternels, ils résistent à l'écoulement d'un temps qui ne semble pas les affecter ; ils se meuvent dans l'espace des demi vérités, ils recouvrent des versions simplifiées et complexes, ils peuvent se résumer en deux mots qui ne seront pas forcément les mêmes ou peuvent être contés mille et une fois des jours entiers.

Les mythes véritables traversent d'ordinaire les classes, ils vont du foyer paysan à la table de café universitaire et ne racontent pas toujours la même histoire. Au-delà de leur message central, les versions diffèrent, les morales se distinguent.

Les mythes tendent à s'embellir, dans la mémoire des porte-parole du mythe, les heures qu'a duré l'opération s'allongent, l'improbable sourire s'affirme, la phrase se fait plus sûre. En leur compagnie s'installe la magie.

Les mythes sont la propriété des sociétés. Ils sont là pour les aider à édifier des petits bouts d'utopie, à produire des vies de saints, des images, des références, des styles d'action, une morale, à les faire adopter.

II- Ernesto Guevara est mort il y a trente ans. Nous savons aujourd'hui qu'il a été capturé incidemment alors qu'il se repliait blessé à la jambe droite, son fusil hors d'usage, accompagné par le mineur Willi Cubas qui a crié aux soldats : « *C'est le Che et vous devez le traiter avec respect !* »

On a dit et répété comment il a été conduit au hameau de la Higuera, enfermé dans une pièce exigüe de l'école à côté des cadavres de ses deux camarades ; comment durant une longue après-midi et une plus longue nuit encore il a conversé brièvement avec plusieurs soldats, avec l'institutrice à qui il a fait remarquer la faute d'orthographe d'une phrase écrite au tableau ; comment il a été humilié par un sous-officier qui a voulu lui tirer la barbe et qu'il a repoussé d'un coup de pied.

Nous savons qu'il a passé la nuit dans cette pièce assis par terre et que l'épouse du télégraphiste lui a offert de la soupe, qu'on lui a rendu une de ses pipes et qu'il

a défait une cigarette Astorga pour en fumer le tabac.

On a pu savoir qu'en ce matin du 8 octobre un agent de la CIA s'est présenté à lui et que le Che l'a insulté. Nous savons que cet agent, d'origine cubaine, a photographié son journal à l'extérieur de la maison du télégraphiste et a envoyé un message chiffré à Santa Cruz, transmis immédiatement à Washington.

On peut reconstituer avec une faible marge d'erreur la liste des généraux boliviens qui ont pris la décision de le tuer (Ovando, Torres, Lafuente, Belmonte Ardiles, Vásquez Sempertegui, Barrientos), nous connaissons même le texte du message codé qui a transmis au colonel Zenteno l'ordre de l'assassinat : « *Salvez papa.* »

Nous avons des témoignages de chaque heure que le Che a passée dans cette pièce, des dizaines de télégrammes et de radiogrammes émis de la Higuera, des conversations, de l'aspect du Che ; nous connaissons même la photo que Rodriguez, le cubain de la CIA, a prise de lui au matin du 9 octobre (une crinière de cheveux enchevêtrés, une sorte de désolation amère au visage, la barbe sale, les yeux rapetissés par l'épuisement et le sommeil) ; nous savons même les réactions de la Maison Blanche, les intelligence memorandum de la CIA, les rapports de l'ambassadeur Henderson, les notes qu'il transmettait à Lyndon Johnson.

Nous savons le nom du sous-officier Mario Terán et pourquoi et comment il est entré vers midi ce matin du 9 octobre 1967 dans l'école et a déchargé une rafale de mitraillette en réponse à la phrase que presque trente après on prête au Che : « *Tire, lâche qui vas tuer un homme.* » (« *Quand je suis arrivé le Che était assis sur le banc. En me voyant il a dit : vous êtes venu me tuer. Je n'osais pas tirer et l'homme m'a dit alors : restez calme, vous allez tuer un homme. Alors j'ai fait un pas en arrière, vers le seuil, j'ai fermé les yeux et j'ai tiré la première rafale. Le Che est tombé sur le sol, les jambes brisées, il s'est tordu et a commencé à perdre beaucoup de*

*Paco Ignacio Taibo II nous a chaleureusement accueillis lors de notre venue à Mexico pour le congrès de fondation du Front zapatiste de libération nationale. Manifestement insatiable, le verbe piquant, la répartie volubile, écartelé entre mille sollicitations aux quatre coins de la planète pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat du Che et assumer son rôle de proche conseiller de Cuauhtémoc Cárdenas, il a trouvé le temps de nous accorder une interview et de nous confier l'article que nous publions ci-contre.*

Par  
Paco Ignacio Taibo II



*sang. J'ai repris mes esprits et j'ai tiré la deuxième rafale qui l'a atteint à un bras, à une épaule et au cœur.* ») Nous savons qu'ils avaient proposé à Terán, pour prix de l'exécution, une montre et un voyage à West Point qu'ils n'ont jamais honoré.

III- Aujourd'hui encore on raconte à Cochabamba, en Bolivie, que « *la nuit, Che Guevara, et Coco Peredo à ses côtés, passent à cheval sur de grandes mules, des mules gigantesques, le mauser à la main, et qu'ils gagnent Peñones, Arenales et Lajas, Los Sitanos, Loma Larga et Piraymirí, jusqu'à Valle Grande.* »

Un adolescent de mes amis me raconte qu'il a placé un poster du Che dans la salle de bains de sa maison, pour que son père, un député du parti réactionnaire mexicain, quand il se rase le matin, voie le Che et se coupe.

En gravissant la région montagneuse de Guerrero il y a un an, j'ai vu des centaines d'images du Che peintes sur des maisons blanches le long de la route et en dessous un signe cryptique, 1x1. Un ami m'a expliqué que c'était un message adressé à la police judiciaire : « Pour chaque paysan tué, un policier exécuté. » Dans la région avaient eu lieu plusieurs massacres et il y régnait une grande tension sociale. Elle devait exploser plus tard. Le Che y figurait, tel un personnage de BD porteur d'un terrible message.

**IV-** A n'en pas douter son image est associée à l'idée de rébellion, mais il y a bien plus que ça. En ces temps de travestissement politique que nous vivons, où les principes se diluent, où tout est possibilisme, compromis et realpolitik, le Che incarne la persévérance des idées, l'opiniâtreté, l'idée simple et juste que la politique ne peut être autre chose que de l'éthique concentrée.

Le Che c'est aussi le style, l'irrévérence et le détachement face au pouvoir, la bataille soutenue contre la bureaucratie, contre les formes en guenilles ; le Che, c'est l'ironie pour soi-même et l'exigence brutale de soi, ne rien exiger de l'autre qu'on ne soit prêt à faire. C'est un message porteur de l'égalitarisme à outrance, quasi monacal, le respect du paria, la dignité du sacrifice.

**V-** J'ai grandi dans une génération où le rationalisme recouvrait le romantisme et lui donnait un vernis, sans jamais pourtant le supplanter, où le marxisme de Neandertal imposait des concepts tels que « démystifier », et mettait à l'index des mots comme « aventurier » et « vagabond ».

Je suis parfaitement conscient que démystifier le Che, réhumaniser son mythe par la voie littéraire, la seule que je connaisse, relater minutieusement son histoire, que tout cela contribue à la re-mythification, et je n'en ai cure. Je crois au droit aux mythes. Je suis également conscient que raconter le Che revient à aider à se réapproprier d'autres droits politiques, le droit au romantisme, à l'aventure et au vagabondage et je crois qu'il était temps de se les réapproprier, au meilleur de leur sens, ce sens ultime où tous appellent à voir le monde avec les yeux des « autres », ceux qui n'ont aucun droit et subissent à longueur de vie les abus ; à prendre le parti des marginaux, des déshérités, des lépreux, des pauvres, des miséreux, des derniers des derniers. ■



# Cuba et le Che

## hier et aujourd'hui

Par  
Fernando Martinez Heredia \*

*Le Che est la figure centrale des années 60, parce qu'il a incarné la rébellion absolue contre les deux formes de domination et l'idée d'une vie et d'une culture différentes.*

Les années 60 nous apparaissent aujourd'hui comme quelque chose qu'il faut se réapproprier, et pas seulement se rappeler, car ce n'est pas la même chose de se rappeler et de se réapproprier. Les années 60 ont été oubliées de façon méthodique, laborieuse et intentionnelle. Je voudrais donc commencer, concernant le Che, à évoquer le mythe. Le mythe du Che est apparu immédiatement, dès sa mort, et il s'est éteint rapidement. Le Che a été l'expression suprême des années 60. Il était, comme personne d'autre au monde, l'image des années 60 et il a disparu physiquement au milieu de cette étape. Le mythe du Che a beaucoup bénéficié de l'ambiance d'exaltation et de rébellion contre l'ordre établi qui s'était étendue considérablement. En outre, l'image de sa personne était particulièrement esthétique ; il était extraordinairement photogénique, et à cette époque l'image commençait à devenir extrêmement importante. Jamais depuis la musique n'a été la même que dans les années 60, par exemple ; la musique est depuis profondément liée à l'image, à la lumière, et plus seulement aux danses de la jeunesse.

Le mythe du Che a disparu très vite parce qu'il s'est avéré impossible d'adapter le Che aux pouvoirs dominants qui se sont renforcés dans le monde après les années 60. Un mythe peut servir l'idéologie d'une classe dominante, dans la mesure où il permet aux classes dominées de s'en accommoder, soit par une auto-identification compensatoire, une sensation de bien-être ou d'exaltation, soit par la fête, le délit commun ou toute autre chose. Le contrôle de la classe dominante n'est donc pas remis en cause, mais ses sujets se sentent un peu plus libres. Le mythe du Che n'était pas fonctionnel, le Che n'était pas intégrable, et c'est pour cela, je pense, qu'on l'a fait disparaître : il était par trop subversif. Toutes les parties en présence ont donc contribué à la disparition du mythe, même si à vrai dire, les raisons, les

\* Philosophe internationalement reconnu, membre du Parti communiste cubain (PCC), Fernando Martinez Heredia a été, au cours des années 60, le principal rédacteur de la revue marxiste indépendante *Pensamiento Critico*, qui a dû cesser sa parution en 1971. Auteur du livre sur Che Guevara et le socialisme (*El Socialismo del Che*) qui a reçu le prix « Casa de las Americas » en 1987, il fait partie du groupe de chercheurs récemment renvoyés du Centre d'étude des Amériques (organe de recherches auprès du CC du PCC).

Repris de la Jornada



motivations pour contribuer à cette opération ont été très diverses.

Ce qu'il y avait d'inacceptable dans le Che peut être synthétisé en quatre points :

**1-** Il a consacré sa vie et sa pensée à la lutte pour la libération totale de l'homme, et sa vie et sa pensée étaient en concordance absolue. C'est si rare qu'on le rejette, dans un réflexe défensif.

**2-** C'était un homme politique qui prônait une éthique en harmonie avec le sens qu'il donnait à la vie, et il voulait que cette éthique soit le fondement de la politique.

**3-** Le Che a incarné la primauté du projet sur le pouvoir dans le processus révolutionnaire. Je reviendrai sur la question des rapports entre projet et pouvoir.

**4-** La pensée que le Che a élaborée et le courant qui s'est nourri de sa pensée comme de sa vie sont particulièrement utiles pour combattre radicalement et efficacement la domination capitaliste, tout comme pour revenir à une conception anticapitaliste et communiste du socialisme.

Deux formes de domination ont régné sur le XX<sup>e</sup> siècle et je dois aborder ce thème, ne serait-ce qu'en passant, pour situer la pensée du Che. L'une, la plus importante, qui prédomine toujours, c'est la domination capitaliste impérialiste, l'expansion coloniale et néo-coloniale, essentiellement néocoloniale, qui n'est que l'extension universelle du capitalisme. Au cours du siècle, ce système a accru ses capacités sur les questions essentielles du fonctionnement de la formation sociale, dans les régions centrales où il domine et à partir desquelles il produit son expansion. Ses mécanismes de domination ont dans le même temps forcé les autres sociétés — à des degrés et selon des formes diverses — à subordonner le développement de leurs capacités, les stratégies, les choix et les buts de ce développement, aux intérêts suprêmes du capitalisme dominant. Ce dernier s'est livré, à une échelle universelle, aux attaques les plus sauvages, les plus impitoyables et les plus cruelles de ce siècle contre la vie humaine et les droits les plus essentiels des personnes, des ethnies,

des communautés et des pays. Son mode d'organisation économique et social est profondément agressif à l'encontre de notre environnement, au point de mettre en péril la survie même de l'humanité. Au vu de ses caractères dominants, je qualifie la domination capitaliste aujourd'hui de transnationale en matière économique, démocratique en matière politique (contrôlée sur le plan interne, et pour beaucoup de pays sous tutelle étrangère) et totalitaire en matière d'idéologie et de culture. Telles sont les formes fondamentales de cette domination.

Mais une autre forme de domination a également marqué ce siècle, le soi-disant socialisme soviétique. Les traits essentiels du processus qui l'a vu naître sont d'abord l'épuisement de la grande révolution anticapitaliste dans l'ancien empire russe et la mise en place d'un régime post-révolutionnaire qui a abandonné les objectifs des bolcheviques et instauré la dictature ouverte d'un groupe sur la société ; par la suite, le règne d'un puissant pouvoir étatique dans un pays immense a acquis une puissance considérable, s'est employé à réaliser d'importantes réformes de modernisation mais s'est terminé par un effondrement général.

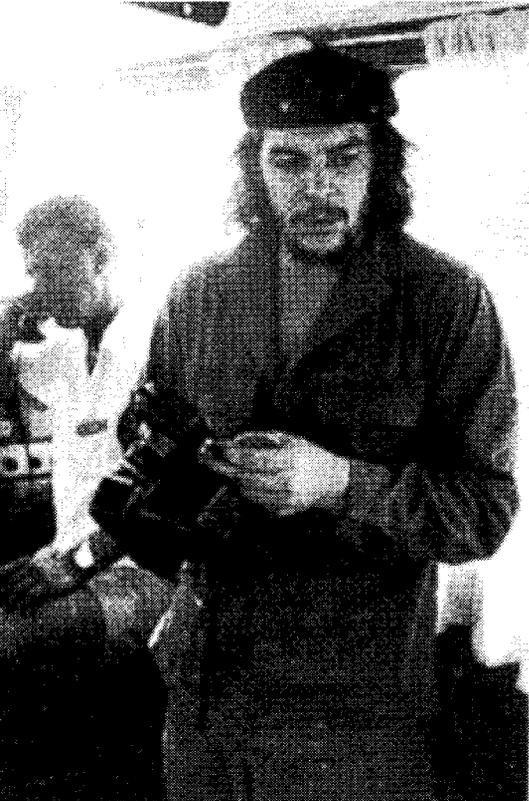
La révolution bolchevique et le régime qui lui a fait suite ont aussi été marqués par la nécessité de faire face aux agressions des puissances capitalistes, de livrer une guerre parmi les plus terribles de l'histoire, et de participer pendant cinquante ans à des affrontements et des forums internationaux entre grandes puissances.

Une confusion immense a entouré cette autre forme de domination. Pourquoi ? Parce que l'Etat et le pouvoir qui l'ont représentée étaient à l'origine liés à la révolution, à la volonté d'organiser la lutte anticapitaliste à l'échelle mondiale, ont développé des réseaux, impulsé ou influencé une multitude d'organisations liées à d'innombrables actions contre le capitalisme et le colonialisme, ou tout au moins contre des gouvernements autoritaires ; des luttes de résistance qui ont parcouru le monde pendant plus d'un demi siècle, et qui ont influencé largement les idées tout au long de cette période.

Ces réalités ont produit une complexité renforcée encore quand après la



Deuxième guerre mondiale, un groupe d'Etats européens s'est agrégé autour de l'URSS, et que le poids de la coopération politique, militaire et économique de ce grand Etat et de ses alliés est devenu significatif, voire déterminant, pour de nombreux pays ou organisations dans le monde entier. L'effondrement subit du régime et de l'Etat soviétique, et de l'association de pays



qu'ils dirigeaient en Europe, a laissé le monde entier dans une situation très difficile. L'expansion capitaliste semble maintenant sans obstacle, son triomphalisme envahit et ronge tous les domaines, et la force militaire et de domination idéologique des Etats-Unis surdétermine, pour le moment tout au moins, le capitalisme développé. Il était inévitable que la banqueroute de l'URSS et de l'Europe de l'Est soit associée à l'idée même du socialisme, et à la possibilité même qu'il soit réalisé quelque part. De sorte que quelqu'un qui se sent de gauche aujourd'hui, ou garde espoir dans le socialisme, en parlant de ces réalités, cherche à comprendre : « bon, eux n'étaient pas socialistes », ou « c'était des socialistes, mais des socialistes réels » ou encore « ils étaient socialistes au début, ensuite non ». Telle est la situation précaire et déplorable où nous a laissés cette forme de domination qui règne depuis la fin de la grande révolution russe, la révolution bolchevique.

Le Che est la figure centrale des années 60, parce qu'il a incarné la rébellion absolue contre les deux formes de domination et l'idée d'une vie et d'une culture différentes. Il ne l'a pas fait du monde entier, c'est impossible, le capitalisme lui-même n'a pas réussi à imposer sa culture au monde entier même s'il paraît pouvoir y parvenir. Il l'a fait du tiers monde occidental — et je dis du tiers monde occidental — et je dis du tiers monde occidental par souci d'exactitude — mais il a atteint une représentativité universelle à un degré considérable. Et si son mythe, grandi aussitôt, a disparu rapidement, le Che lui-même livre encore de multiples combats. Dans la situation qui s'ouvre, le Che sera à nouveau un sujet de rébellion.

La rébellion du Che n'a pas ignoré le pouvoir, mais a cherché à s'en emparer pour assurer la libération de l'humanité. C'est une rébellion qui naissait de la révolution cubaine, à une époque où le pouvoir cubain était une hérésie. Le Che a incarné la primauté du projet sur le pouvoir, et la question des rapports entre pouvoir et projet est transcendante pour qui cherche à mener à bien la révolution contre le capitalisme jusqu'à ses ultimes conséquences. Il s'agit de la libération totale, une libération qui s'émancipe du pouvoir militaire, du pouvoir matériel et des ses moyens de coercition, de la propriété privée, du pouvoir spirituel, de la subordination des sexes, de la subordination des races, de la pyramide de toutes les hiérarchies créées avant le capitalisme, et dont celui-ci se sert en les réorganisant. Et il s'agit aussi, simultanément, de mettre en place un pouvoir assez puissant pour que le capitalisme ne puisse pas le détruire, un pouvoir au service des tâches immenses, au point qu'elles paraissent insurmontables, de la libération totale. La recherche de la liberté conduit donc à créer un pouvoir. Mais ce pouvoir peut se retourner contre ses sujets, de sorte qu'on en vient à oublier ce qu'était son but : en finir avec toute forme de domination, d'aliénation, comme disait le Che, avec les mots de son temps.

Un jour le Che expliquait, en parlant du socialisme de l'Europe de l'Est, que c'était un peu comme l'histoire du pilote qui, sans s'en rendre compte, à un moment donné sort de la piste, et ne peut plus la rejoindre (cette anecdote figure dans l'un des nombreux écrits et entretiens inédits du Che, auxquels le public n'a pas accès, et qui représentent les deux tiers de son œuvre).

En octobre 1959, le Che rappelait aux camarades de l'Académie de la police révolutionnaire l'avertissement lancé par Fidel des mois auparavant aux rebelles qui avaient occupé les grandes forteresses militaires de la ville de la Havane : « Notre dirigeant en chef nous a dit, quand nous nous sommes emparés de Columbia et Cabaña, qu'en fait c'est elles qui s'étaient emparées de nous. » Les rebelles avaient dû devenir des chefs, occuper des bureaux, signer des papiers, assurer l'ordre, prendre des décisions, commander. Le Che soulignait la capacité subtile de l'organisation et de la mentalité préexistantes à imprégner ceux qui assument les fonctions à leur place. Et le problème est d'autant plus aigu quand il faut exercer un pouvoir bien supérieur à tout autre. Alors que le Che s'appretait à partir pour la Bolivie en 1966, Fidel rappelait à tous lors du XIIe congrès de la Centrale des travailleurs de Cuba, que la direction révolutionnaire était le groupe de pouvoir le plus puissant de l'histoire de Cuba, parce qu'il régnait sur l'économie, la politique et l'idéologie. C'est évident que c'est un problème très grave, mais la révolution cubaine au pouvoir dans les années 60 l'a explicité dans toute son ampleur, dans l'esprit du projet originel de la révolution, où le pouvoir ne serait qu'un instrument pour lutter contre toute domination.

Il faut aujourd'hui redéfinir le socialisme, se demander à nouveau non seulement ce qu'il n'était pas, mais aussi ce qu'il sera, ce que peut être le socialisme. Le Che a dû parcourir ce chemin et se poser ces questions dès ses premiers pas comme révolutionnaire, combattant, parvenu au pouvoir, à un moment où il semblait qu'il fallait seulement affirmer et exercer le pouvoir. Avant même la lutte à Cuba, il avait beaucoup lu, il se sentait et se considérait marxiste, et s'efforçait d'agir en conséquence comme révolutionnaire. Dès 1957 il s'est affirmé comme l'un des chefs rebelles les plus éminents de la guérilla, mais il a encore dû évoluer considérablement. Aux heures polémiques de décembre 1957, dans une lettre adressée de la sierra maestra à un dirigeant du Mouvement du 26 juillet, le Che défend des positions de principe révolutionnaires, mais il ajoute : « J'appartiens, du fait de ma formation idéologique, à ceux qui croient que la solution des problèmes du monde réside au-delà du rideau de fer... » Et ce camarade — un héros qui est tombé au combat quelques mois plus tard — lui a répondu, en lui expliquant que tous deux partageaient les mêmes idéaux et les

mêmes convictions révolutionnaires, mais en précisant qu'il considérait que les buts du Mouvement à Cuba étaient de « mener à bien, parallèlement à la libération de Cuba, la Révolution qui, initiée dans la pensée politique de José Martí... a avorté du fait de l'intervention du gouvernement des Etats Unis... », et que la révolution cubaine serait partie intégrante de la lutte de « notre Amérique » pour éliminer l'oppression et la misère, conquérir les droits sociaux des peuples et créer des gouvernements des peuples qui, « étroitement unis » en viennent à former une « Amérique forte, maître de son propre destin », face à toutes les grandes puissances.

Le Che a appris vite et mieux que beaucoup de personnes nées à Cuba, ce qu'était l'essence de la révolution cubaine et le rôle qu'elle pouvait jouer. Cela en dit long sur sa capacité à apprendre. En 1959 encore, le Che pensait qu'on pouvait planifier tout de suite, à la manière soviétique. En mars 1962, il critique le fait qu'on ait laissé passer l'année 1959 sans décider de l'orientation économique et des rythmes de sa mise en œuvre. Cet acteur impatient et rigoureux ne voyait pas qu'une révolution véritable implique un chaos inévitable, un chaos que l'on vit ou dont on entend parler, mais qu'on ne sait pas expliquer. Une loi de réforme agraire a été adoptée à Cuba et pour l'appliquer il a fallu la violer et prendre possession des terres en contradiction avec la loi, parce que les lois ne sont pas là pour faire les révolutions, elles voient le jour pour légitimer les révolutions ou les contre-révolutions.

Le Che a parcouru un chemin difficile dans son apprentissage, et il l'a fait vite et bien. En quelques années il a développé un ensemble d'idées concernant le socialisme et le marxisme, ce que sont vraiment la révolution et la transition socialiste, leurs dimensions nationale et internationale et leur interaction mutuelle, les rapports entre le mouvement politique et le mouvement social, entre l'individu, les masses et l'Etat, entre la conscience, l'avant-garde et la participation du peuple dans la direction du processus et de la société, entre éthique, politique et économie. Tout ce corps d'idées s'est avéré antinomique au socialisme réel. Mais le Che n'a pas accompli cette œuvre exceptionnelle dans une position d'exclu, mais dans celle d'un dirigeant dans un pays qui avait des relations importantes avec l'Union soviétique, des relations complexes qu'il faut aussi connaître et

étudier. Le Che n'a pas mené ses critiques hérétiques en cherchant à jouer les francs-tireurs, mais en assumant au contraire ses responsabilités de dirigeant. Cela le rendait d'autant plus dangereux et subversif : la véritable hérésie est celle de l'intérieur.

Cuba, de ces années là, a mis au monde dans sa lutte pour universaliser le socialisme un fils occidental, libertaire et radicalement communiste ; un fils issu de l'histoire nationale et pas du mouvement communiste international. Et quand je dis un « fils de l'histoire nationale », je veux dire aussi un fils de l'histoire de la lutte à Cuba pour la justice sociale et pas seulement pour l'existence d'une nation indépendante. Cette révolution cubaine hautement légitime et communiste ne se faisait pas au nom d'un débat entre intellectuels. Non, elle se faisait tout simplement. Voilà comment le Che commet le péché de dire à Ernesto Sábato que la révolution était largement en avance sur l'idéologie ; et comment Sartre surmonte sa perplexité face au rapport très lâche entre la révolution et la théorie. A vrai dire, même si on ne publiait pas des livres volumineux, Cuba connaissait un grand essor de la pensée révo-

lutionnaire et marxiste, et là aussi résidaient la nouveauté, la subversion et le danger : Cuba n'était pas en face mais à l'intérieur.

pendant ces années sont influencés par les événements, les idées et l'esprit de cette époque si riche en défis et en expressions originales. N'oublions donc pas qu'il vivait cette époque, et quant nous étudions le Che, nous devons appliquer la méthode générale qui passe par la distinction de trois réalités. Deux réalités interconnectées, que constituent les « faits » d'une époque et la conscience qu'en ont ceux qui en ont été les acteurs ; et une troisième réalité, celle que postulent nos connaissances et nos positions présentes vis-à-vis de l'époque en question, qui conditionne toutes les approches que nous pouvons en avoir.

La spécificité du Che doit encore être définie en rapport avec le monde qui défiait — ou qui paraissait défier — la domination capitaliste et pas seulement le monde capitaliste lui-même. Je ne peux qu'effleurer cette question ici. Que le Che ait été particulièrement radical ne permet pas de l'identifier à des prises de position et des idées très radicales de ces années 60, qui procédaient d'autres aspirations et d'autres contextes. Que son image soit aussi représentative ne supprime pas la distance entre



son intransigence et son action, et la portée d'autres images et expressions de cette époque.

Quelques illustrations suffiront pour souligner des différences importantes. De la surface la plus connue — et de ce fait la plus présente — des années 60 surgissent des phrases qui furent en vogue, nées de la volonté de nier radicalement les formes

tionnaire et marxiste, et là aussi résidaient la nouveauté, la subversion et le danger : Cuba n'était pas en face mais à l'intérieur.

Le Che vit, travaille et pense sur la crête d'une vague. Je pense indispensable une certaine compréhension des années 60 pour apprécier la pensée du Che, mais je ne peux pas le faire sérieusement ici. Je mentionnerai simplement que les bases de départ et la production intellectuelle du Che

de domination : « Faites l'amour, pas la guerre » est une expression très belle ; « Il est interdit d'interdire » est une proposition superbe. Elles se rapportent précisément au rapport indispensable entre le bonheur individuel et les idéaux les plus transcendants, et l'exigence de liberté qui est à la base de tout projet de changement social qui vaille la peine. Mais quand ces expressions se trouvent coupées des luttes pratiques de libération, elles se trouvent rapidement réduites à la vie privée ou à des conversations s'y rapportant. Dans la mesure où elles ne servent plus de stimulant au mouvement social et ne sont pas produites par lui, elles deviennent manipulables, récupérables par les mécanismes de modernisation de la domination. Des mouvements aussi réels et profonds que celui des droits civiques aux Etats-Unis ont subi l'action du système, qui a réussi à les récupérer par tous les moyens et à les rendre opératoires pour sa propre domination. C'est une mise en garde contre l'ethnocentrisme, réel ou apparent. Depuis lors, tout lieutenant de police noir est honnête dans les films nord-américains, jamais corrompu, et sa femme l'adore ; et dans les séries télévisées on présente sous un mauvais jour toute personne ethnocentriste, pour que chacun se moque d'elle. En récupérant les messages autrefois adverses, on élargit l'hégémonie et le consensus fonctionne mieux.

Je voudrais au moins mentionner un autre aspect. Le Che a développé une expérience pratique sur le terrain de l'économie à partir de ses conceptions de la transition au socialisme, qu'il a soumises à l'épreuve de la pratique à l'échelle d'une partie de la société cubaine pendant plusieurs années. C'est là un extraordinaire héritage qu'il nous a légué. Au cours du débat de ces années-là, il a pris position contre la reproduction du monde capitaliste au sein de la transition socialiste, dont les effets sont funestes, et contre l'erreur de croire en l'inéluctabilité d'une « phase intermédiaire » prolongée et « antérieure » au socialisme, qui conduirait en fait au gel du processus de transformations et à son échec ultérieur. L'action du Che, les rapports établis entre des milliers de personnes, les institutions, leur organisation, leur contrôle et leur planification, le système budgétaire de financement, étaient des démonstrations pratiques qu'une autre transition au socialisme était possible.

Je me vois obligé de rappeler une de ses phrases, très synthétique et très juste :



« Nous devons commencer à construire le communisme dès le premier jour, même si nous devons passer notre vie à essayer de construire le socialisme. » Le Che s'est demandé — et en cela il était hautement subversif — comment opérer une transformation communiste à l'heure de la transition socialiste. La réaliser quotidiennement, toujours plus et mieux planifiée, ne pas renvoyer le communisme à un programme maximum confortable et trompeur. Il se demandait : Comment faire ? C'était au

centre de sa réflexion : Comment construire ? Comment créer de nouveaux rapports de solidarité ? Comment résoudre la persistance de l'égoïsme, de l'individualisme ? La révolution n'est pas l'œuvre de martiens mais du peuple lui-même, habitué, soumis depuis toujours à la barbarie du capitalisme. Le Che affirmait : « Les moyens de production deviennent aujourd'hui la propriété du peuple, mais ce peuple est le même qu'hier, s'en prenait à son patron et maudissait son travail. Bien souvent les conditions de

travail n'ont pas changé... »

La lutte quotidienne vise donc le sous-développement, mais ne cherche pas à moderniser le pays. Moderniser un pays, en soi, revient à moderniser le pays et la domination. C'est tout autre chose de produire des changements quotidiens tendus vers le but d'en finir avec toutes les dominations. Le travail théorique produit par le Che pour faire face à la transition socialiste est complexe, et illustre son idée d'un continuum qui aille de la coercition et de la contrainte étatiques à la coercition sociale sur les individus, qui passe par les systèmes d'éducation y compris l'auto-éducation. Le Che réalise qu'un même individu peut en partie s'auto-éduquer, être éduqué par ailleurs tout en ayant aussi besoin d'être pressé, poussé ou contraint. Il a soulevé un scandale en affirmant que la dictature du prolétariat s'exerce non seulement sur la classe vaincue mais aussi, individuellement, sur la classe victorieuse. L'action du Che, et la merveilleuse réalisation de la révolution cubaine dans son ensemble, me rappellent le long chemin parcouru et les victoires remportées depuis que Karl Marx, tout jeune, déjà convaincu que seul le prolétariat pouvait libérer l'ensemble des classes, écrivait pourtant en toute lucidité : « ... Au moins dans la première phase de leur domination, les prolétaires devront-ils faire croire aux autres classes qu'ils peuvent les libérer.

»  
On trouve dans la pensée du Che un rapport intime entre la théorie et la pratique (une idée à ce point dévaluée par le message marxiste complètement discrédité par les décennies terribles, qu'on a de la peine à parler de rapport entre la théorie et la pratique). Chez le Che, il y a non seulement un rapport étroit entre théorie et pratique, entre ce qu'il faisait et ce qu'il disait, mais il y a aussi une place éminente de la pratique au sein de sa théorie. Par exemple, les concepts incluent souvent pour le Che dans leur définition ce qui touche à la réalité, dont ils veulent rendre compte, mais aussi des propositions de ce qu'ils doivent arriver à inclure. Sa notion de cadre, par exemple, ne se limite pas à ce qu'étaient les cadres, mais inclut ce qu'ils doivent tendre à devenir. Il en va de même avec la notion d'avant-garde, de la plus haute importance théorique, qui englobe aussi bien ce qu'elle est que ce qu'elle doit devenir.

Par manque de temps je ne peux pas évoquer d'autres éléments de la pensée du

Che. Aussi déraisonnable que cela paraît, je pense que nous n'en sommes qu'au début d'une nouvelle étape de renouveau de la pensée et des pratiques révolutionnaires, et j'attire l'attention sur la pensée du Che parce que je crois qu'elle est de la plus haute valeur et d'une grande utilité pour impulser ce renouveau. Je voudrais également mettre en garde contre deux thèses à propos du Che, toutes deux funestes.

On dit que le Che était un homme excellent, très héroïque, très altruiste, plein d'abnégation, pratiquement inégalable, mais qu'il était un homme des années 60. C'est d'abord une trivialité, tout le monde appartient à un temps déterminé, à « son temps ». Christ date de quelque deux mille ans. Cette « défense » cherche à disqualifier le Che, à le dépouiller de toute transcendance pratique et à priver ceux qui vivent aujourd'hui de l'appui, de l'aide et de la force que représente le Che. C'est placer ce « grand homme » sur son piédestal, où il ne dérange personne.

On dit aussi que le Che a été bien supérieur à son époque, si supérieur qu'il appartient à une époque non encore advenue. Ce serait acceptable s'il s'agissait d'un aspect de son héritage, la compréhension des dimensions les plus transcendantes de cet homme de son temps et du nôtre dans la lutte contre la domination. Mais ce que postule cette « défense » c'est que le Che était un individu étrange appartenant à un monde qui ne verra jamais le jour, un avenir auquel faisaient jadis référence les programmes maximum formulés pour satisfaire aux rites, s'unifier autour d'un dogme et dormir sur ses deux oreilles, et qu'on présente aujourd'hui comme un monde illusoire et impossible conçu par ceux qui ont eu l'audace de croire que les personnes et les sociétés pourraient être un jour solidaires et libres.

On fait ainsi du Che soit un homme des années 60, soit un homme d'une époque abstraite qui est censée venir, sans qu'on sache quand. Le Che véritable, c'est cet homme qui disait à ses camarades lors de la fameuse controverse de 1963-64 : « Pourquoi croire que ce qui "existe" dans la période de transition est ce qui "doit nécessairement exister" ? » C'est ce Che là qui peut revenir, dont je pense qu'il reviendra bientôt, parce que la culture acquise joue en notre faveur. De nombreuses défaites se sont succédées depuis les années 60, mais nous avons aussi accumulé une grande quantité d'expériences, et un merveilleux héritage qui nous appartient. Rien n'est plus comme avant. Il en va

ainsi avec toutes les révolutions véritables, où participe le peuple, et avec tous les mouvements profonds qui s'affrontent à l'ordre établi : ils ne disparaissent jamais complètement ; même vaincus, leur défaite est apparente ; ils créent de nouveaux points de départ plus élevés pour les temps futurs. José Martí a écrit dans L'âge d'or il y a plus d'un siècle, pour le premier centenaire de la Révolution française, une page et demie à ce sujet. Il y mentionne à six reprises par leur nom les acteurs de la révolution — il les appelle les travailleurs des campagnes et des villes, le peuple du travail, le peuple soulevé — et ne mentionne le nom d'aucun des personnages célèbres qui apparaissent dans les histoires de la Révolution française. Et même s'il dit que tout finit dans la tyrannie, Martí conclut : « Mais ... le peuple du travail s'est réparti les terres des nobles, et celles du roi », et ceux-ci n'ont jamais pu les reprendre. « Ni en France ni dans aucun autre pays - synthétise Martí — les hommes ne sont retombés dans un esclavage aussi terrible qu'avant. »

Le Che revient, à mon avis, parce que nous avons besoin de lui et parce que notre culture politique progresse, et nous allons pouvoir le reconnaître pleinement. Il ne revient pas seulement en poster, comme tous ces posters des premières années. Le Che revient maintenant face à l'oubli et aux déguisements que nous lui avons opposés. Cette étape où la pensée sociale était restreinte, stérilisée, incapable de remplir son rôle essentiel est terminée. Aujourd'hui il apparaît clairement que notre culture fait face à un dilemme : elle se situe soit du côté de la domination et du colonialisme, soit du côté de la libération. Nous sommes face à une guerre culturelle qui, dominant la vie quotidienne, veut nous faire croire qu'aucun socialisme n'est possible, nous laisser parler en général de tout et de rien, à condition que le pouvoir et la vie quotidienne soient complètement contrôlés par le capitalisme. Il est plus que jamais nécessaire de se réapproprier l'exemple du Che, de son action et de sa pensée. C'est aussi aujourd'hui davantage à notre portée. ■



# Le Congo après Mobutu

Par  
Colette Braeckman \*

**L'article ci-contre a été rédigé par Colette Braeckman suite à une mission d'enquête au Congo, au mois de juin, organisée par le réseau d'ONGs « Alternatives » qu'anime Pierre Beaudais à Montréal (Québec). Nous remercions Pierre qui nous a amicalement transmis cet article ainsi que Colette Braeckman qui nous a aimablement autorisé à le publier.**

**A**u début, tout était clair : le Zaïre de Mobutu était une société bloquée, enlisée sur la voie d'une démocratisation souhaitée par tous, depuis sept ans, mais inaccessible. Qu'on en juge : la conférence nationale souveraine, qui avait mobilisé la population durant 18 mois et symbolisé ses espoirs de changement, s'était embourbée dans les maquis de la procédure et le Haut Conseil de la République, chargé de mettre en œuvre ses conclusions, n'était plus qu'une assemblée — mammoth, où plus de 700 notables s'attachaient surtout à protéger leurs prébendes et privilèges. Quant aux élections, prévues pour juillet 1997, seuls quelques Occidentaux, naïfs ou cyniques, feignaient encore d'y croire. En réalité, nul n'ignorait qu'elles allaient une fois encore être différées, afin d'accorder encore un peu de bois de rallonge à un régime que chacun savait à la fois moribond et bien décidé à s'accrocher au pouvoir jusqu'au bout. En outre, le Zaïre de Mobutu, de plus en plus soumis à la France, représentait un danger croissant pour la stabilité des pays voisins.

### Une rébellion devient révolution...

Il fallut que le Rwanda sente que la menace d'offensive, préparée depuis les camps de réfugiés plantés sur sa frontière comme une écharde, devienne imminente, pour que soudain se déclenche une opération militaire dont l'envergure surprit tous les observateurs. A l'insu de tous en effet, une armée s'était constituée aux frontières du pays, avec, initialement, le soutien politique et militaire de l'Ouganda et du Rwanda : armée composite, formée d'opposants lumumbistes, de soldats ougandais d'origine rwandaise ou zaïroise, auxquels devaient par la suite s'ajouter, avec le soutien de l'Angola, des ex « gendarmes katangais » c'est-à-dire des exilés zaïrois depuis longtemps intégrés dans les Forces armées angolaises. Plusieurs événements décidèrent cette « armée des frontières » à passer à l'action : la menace que

représentaient les camps de réfugiés hutus, où les exécuteurs du génocide de 1994 étaient prêts à franchir la frontière pour « finir le travail », la maladie du président Mobutu, opéré en août d'un cancer de la prostate, ainsi que la persécution des Tutsis zaïrois dans le Nord Kivu et dans le Sud, où les pasteurs tutsis Banyamulenge étaient menacés d'expulsion sinon d'extermination. En octobre 1996 se déclencha, dans l'Est du Zaïre, une offensive qui devait rapidement déborder les objectifs qu'on lui prêtait au départ : sécuriser le Nord et le Sud Kivu, démanteler les camps, provoquer le retour des réfugiés civils et la dispersion, dans l'immense Zaïre, des forces militaires. Nommé porte-parole de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération, Laurent-Désiré Kabila devait, dès novembre, faire connaître ses projets réels : gagner Kinshasa, et renverser par la force non seulement le président Mobutu mais aussi son régime corrompu, qui avait ruiné le pays. En dépit de l'incrédulité de l'opinion internationale, malgré les efforts déployés par Paris pour susciter une force internationale destinée à protéger les réfugiés et à geler le front militaire, malgré le recrutement de mercenaires et l'intervention des anciens militaires rwandais et des forces de Jonas Savimbi, l'armée de Kabila — qui de porte-parole devint bientôt président de l'Alliance — devait rapidement avancer à travers tout le pays, ne rencontrant pratiquement plus de résistance après la chute de Kisangani. Après sept mois, les soldats de l'Alliance, dotés d'une logistique performante (des communications radio entre autres) se trouvèrent aux portes de Kinshasa. La bataille pour la capitale, tant redoutée, n'eut pas lieu, parce que, pas plus qu'ailleurs, l'armée de Mobutu n'accepta de combattre. Démoralisée, mal payée, travaillée par l'opposition intérieure qui depuis sept ans avait sensibilisé l'opinion en faveur de la transition démocratique, l'armée ne défendit guère le régime chancelant et la population, jusqu'à Kinshasa, accueillit en

\* Colette Braeckman est journaliste au Soir de Bruxelles.

du commandant Kiasse considérée comme un assassinat, parce que l'intéressé, trop nationaliste, était opposé au pillage et au transfert de biens vers les pays voisins, ces forces se retrouvèrent sous l'unique appellation d'AFDL, dont Laurent-Désiré Kabila devint le président, tandis que l'élément fort des troupes était composé par des jeunes Tutsis, originaires du Zaïre puis formés au Rwanda et en Ouganda et soutenus par des éléments des armées ruandaise et ougandaise. « Chapeau » politique d'une organisation initialement militaire, l'AFDL se retrouve aujourd'hui au pouvoir à Kinshasa. Dès le départ, Kabila, pour contrer sans doute l'influence rwandaise, a fait appel à de vieux compagnons de lutte, qui l'accompagnèrent dans le maquis en 1965, à de fidèles amis dispersés dans la diaspora zaïroise, et a accepté l'intervention militaire des « Katangais » qui revinrent d'Angola avec la bénédiction et sans doute le soutien logistique du président angolais dos Santos et de son chef d'état-major, le général Joao de Matos.

Des origines aussi différentes, des histoires politiques et militaires aussi diverses, influencent incontestablement l'AFDL qui n'apparaît pas comme un parti homogène, loin s'en faut : certains de ses membres, de vieux militants frottés de marxisme et ignorants des réalités politiques du pays, rêvent de faire de l'AFDL un parti-Etat, confisquant à son profit toute la vie politique. Dans un premier temps, alors que l'Alliance s'implantait dans les villes de province, cette aile « gauchiste » sembla l'emporter : ses militants organisèrent des cours de formation idéologique, indispensables à ceux qui souhaitaient obtenir un emploi public, l'AFDL imposa partout le drapeau bleu à étoiles d'or qui était celui du Congo de 1960 et qu'elle s'appropriera comme emblème du parti, le président Kabila, dirigeant du parti, devint aussi président de la République. Cette confusion des genres (le parti, l'État, les attributs de l'État et ses ressources) devait entraîner une résistance croissante sitôt que l'Alliance s'installa à Kinshasa. En effet, les partis politiques se trouvèrent suspendus sinon interdits ou découragés, l'Alliance refusa de reconnaître la réalité du combat mené par l'opposition intérieure, considérant que seule l'action militaire avait suscité le changement, entraîné le départ de Mobutu et l'effondrement du mobutisme. Cette prétention, pour le moins excessive, fut cependant moins critiquée encore que le

fait que les Tutsis, considérés par les Congolais comme des « individus à nationalité douteuse », c'est-à-dire des citoyens de deuxième catégorie, revinrent en masse aux côtés de l'Alliance, comme soldats, comme responsables politiques, mais aussi comme hommes d'affaires ou décideurs de l'ombre...

Cette présence, perçue comme massive (bien qu'inférieure en nombre aux recrues congolaises et aux combattants katangais) provoqua de vives réactions dans l'opinion de Kinshasa, qui se laissa entraîner dans l'ethnisme, voire le racisme anti tutsi par des partis d'opposition furieux d'être écartés du pouvoir et une presse volontiers virulente et excessive. C'est ainsi qu'après quelques semaines, l'AFDL, bon gré mal gré, semble obligée de devoir s'ajuster à la réalité du pays : les Tutsis se font moins visibles et les militaires rwandais sont progressivement rappelés chez eux ; plusieurs membres du gouvernement, et le porte-parole du président Kabila lui-même, assurent qu'il n'est pas question de restaurer un nouveau parti-Etat et promettent, avec fermeté, d'organiser des élections générales dans un délai de deux ans...

Quelques semaines après la chute du régime Mobutu, la situation demeurait cependant floue et mouvante : des déclarations contradictoires établissaient pour les uns la prééminence de l'AFDL sur le gouvernement, tandis que le pouvoir exécutif considérait, lui, qu'il venait immédiatement après le chef de l'État. Quant à l'armée, bien qu'ayant été remplacée en ville par une force de police chargée de régler la circulation, elle demeure très présente et nourrit bien des inquiétudes : en effet, les militaires, dont on ignore toujours autant les grades que les responsables réels, semblent disposer d'une autorité plus grande que celle des politiques. Ils s'attribuent des maisons, emportent du mobilier, procèdent à l'arrestation d'anciens mobutistes et parfois, dans tout le pays mais surtout au Kivu et à Kinshasa, procèdent à des enlèvements nocturnes voire des exécutions, qui inquiètent la population et risquent d'occulter une victoire obtenue sans bain de sang ou guerre civile. Même si la population apprécie au plus haut point la levée des barrages militaires, la sécurité que représentent la force de police et les brigades d'intervention rapide et si elle se félicite de la fin des exactions commises par les militaires de Mobutu, elle partage cependant les inquiétudes exprimées par

libérateurs les petits soldats venus de l'Est. Le 16 mai, après des pourparlers infructueux à bord du navire sud africain Outenika, alors que l'armée rebelle était aux portes de la ville, le président Mobutu, après 32 ans de règne, fut contraint de s'enfuir sans gloire et d'entamer une longue et douloureuse errance. Le 17 mai, les soldats de l'Alliance entraient dans Kinshasa et dès le 20 mai, ses responsables politiques passaient le test de l'opinion zaïroise, tandis que depuis son fief de Lubumbashi, Laurent-Désiré Kabila se proclamait président d'un Zaïre rebaptisé Congo.

## Et s'installe en nouveau pouvoir...

Depuis mai, le sort du Congo se trouve donc entre les mains de l'AFDL, un parti issu de la lutte militaire, sinon créé pour la circonstance et qui, d'emblée, a supplanté les partis de l'opposition traditionnelle qui occupaient le devant de la scène depuis le début de la transition. L'AFDL a aussi fait appel à des militants issus de la diaspora et censés être moins « contaminés » par le système mobutiste que l'opposition intérieure. L'AFDL en réalité est une alliance composite : s'y sont retrouvées au départ plusieurs formations. La plus ancienne, la plus connue est évidemment le PRP, parti de la révolution populaire de Laurent-Désiré Kabila, qui, depuis l'échec des rebellions lumumbistes dans les années 60, animait un petit maquis dans l'Est du pays, dans la région de Fizi Baraka, proche de la frontière tanzanienne. D'autres vétérans de la lutte armée étaient les lumumbistes, dont quelque 600 militaires se trouvaient en Ouganda, sous l'autorité d'André Kiasse Ngandu, frère du général Olenga, l'un des compagnons de Patrice Lumumba. Deux autres partis, pratiquement créés pour la circonstance, s'étaient joints à l'Alliance, dirigés par Deogratias Bugera, un Tutsi du Masisi pour le Nord Kivu et Masasu Ningaba, un Bashi du Sud Kivu. Très vite, dès janvier, après la mort

# République du Congo

passé d'être éclipsé par la victoire militaire de Kabila, pourrait regagner du terrain si l'AFDL devait échouer dans ses principaux objectifs : la stabilisation du Congo, la reconstruction du pays.

## Le nouveau pouvoir s'inscrit dans un nouvel axe africain...

En réalité, les nouveaux maîtres du pays n'ont pas droit à l'échec : les attentes de la population sont trop fortes et surtout, ceux qui ont fait rouler les dés au départ ne souhaitent pas perdre la mise. Les Rwandais n'accepteraient pas que leurs ressortissants soient à nouveau contestés et persécutés au Congo, que le Kivu redevienne une frontière instable par où devraient continuer à s'infiltrer des colonnes de miliciens en armes bien décidés à reprendre leur oeuvre de mort dans le pays.

L'Angola qui désire reprendre le contrôle total de ses provinces du Nord, surveille de près l'évolution du Congo : Luanda a promis de former la police congolaise et sait parfaitement que la déstabilisation du pays, voire l'éclatement d'une guerre civile, entraîneraient inévitablement un débordement des combats sur son propre territoire. D'autres pays encore sont désireux de réussir leur « pari congolais » : l'Erythrée et l'Éthiopie, qui ont soutenu l'avancée militaire de l'AFDL et font partie avec l'Ouganda de ces pays africains sur lesquels souffle le « vent du changement », l'Afrique du Sud, où le président Mandela s'était engagé dans un rôle de médiateur et dont les entreprises rêvent d'investir le pays. Sans oublier, derrière les acteurs africains, le principal artisan du changement, les États-Unis, qui ont non seulement approuvé le démantèlement des camps de réfugiés, mais encouragé la lutte armée contre un Mobutu dont ils avaient décidé la chute. Depuis la victoire de l'AFDL, un nouvel axe est apparu en Afrique : plus favorable aux intérêts politiques et économiques américains, plus ouvert à la langue anglaise, avec un centre de gravité situé plus à l'Est et plus au Sud (du côté de la SADCC) des gisements miniers du Shaba, de Zambie, d'Afrique du Sud. Ce déplacement du centre de gravité de l'Afrique centrale se produit évidemment au détriment de l'Afrique francophone où plusieurs régimes se trouvent menacés par la vague de fond du changement : le Congo Brazzaville dévasté par le combat entre milices armées, la République centrafricaine où une partie de l'armée s'est mutinée,

voire, plus haut encore, le Togo et le Cameroun, sinon le Gabon, où les populations ont suivi avec attention les événements survenus sur les rives du Congo. Un échec du régime de Kabila aurait des conséquences trop grandes, au niveau du pays et du continent, pour que ceux qui l'ont soutenu au départ puissent en prendre le risque, et le nouveau chef de l'État congolais, qui multiplie les voyages à l'étranger, reçoit force conseils et recommandations, qui pourraient peut-être, un jour, être assortis de menaces plus explicites : on peut gager qu'à tout moment il sera invité à se rappeler qui l'a fait roi.

## Compter sur le dynamisme de la société congolaise...

Qu'ils soient venus de la diaspora d'Europe, des États-Unis ou bien des pays voisins, les cadres de l'Alliance ont souvent tendance à sous-estimer la population congolaise, à minimiser le combat qu'elle a mené en faveur du changement, à méconnaître la force du monde associatif qui s'est implanté sur les décombres de l'État et cette erreur risque de leur coûter cher. En effet, le Zaïre de Mobutu était celui de la faillite du régime, de l'effondrement de l'État : ce dernier n'était plus qu'un ensemble de prédateurs. Qu'il s'agisse de militaires ou de fonctionnaires, d'enseignants ou de médecins hospitaliers, nul n'était plus payé, et la suspension au début des années 90, de l'ensemble des coopérations étrangères avait accentué la déliquescence du secteur public. Abandonnés par le reste du monde et par leurs propres dirigeants, tout entiers livrés aux jeux politiques, les Congolais avaient appris à ne compter que sur leurs propres forces. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore 80 % de la population de Kinshasa, une ville de 5 millions d'habitants, vit du secteur informel : dans le dédale des cités, où les hommes ont depuis longtemps perdu leur emploi ou le souvenir d'un salaire, les femmes ont pris le relais. Elles se « débrouillent », fabriquent des savons, des pains, de la chikwange (pâte de manioc serrée dans des feuilles de bananiers), elles ouvrent de petits restaurants, changent de l'argent. Elles sont aussi regroupées en associations d'entraide et multiplient tontines ou petites coopératives. Dans les villes comme dans les campagnes, les Congolais se sont organisés : les corps de métiers, paysans ou artisans, mais aussi les pousseurs de chariots ou les vendeurs du marché, se sont regroupés en associations qui ne sont pas seulement

les partis d'opposition mis hors jeu par la victoire militaire de l'AFDL. L'opposition intérieure en effet est frustrée, amère.

## Face à une opposition intérieure frustrée et amère...

Certes, des militants du parti de Tshisekedi ont été choisis comme gouverneurs et cadres de province, certes, de nombreux membres de l'UDPS ont rejoint l'Alliance, certes, le Front patriotique, un parti de gauche établi à Kinshasa, a envoyé l'un de ses dirigeants, le Dr Sondji, dans le nouveau gouvernement, mais cela ne suffit pas : il s'est agi de ralliements, de cooptations à titre individuel, et non de l'intégration de l'opposition intérieure dans le nouvel exécutif. Les partis de l'Union sacrée radicale, l'ancienne opposition qui n'a jamais composé avec Mobutu (malgré de multiples manipulations et défections) se retrouvent donc hors jeu et tant le PDSC (démocrate chrétien) que l'UDPS (Union pour la démocratie politique et sociale) de Tshisekedi ne cessent de critiquer les nouvelles autorités, dans le pays et à l'étranger. A l'extérieur, l'on se montre d'autant plus réceptif à ces dénonciations que l'opinion a été vivement émue par le sort des réfugiés rwandais qui, simples civils, militaires et criminels confondus, ont traversé les forêts ou ont été pourchassés, dispersés ou tués. La mise à l'écart du Premier ministre élu par la conférence nationale, Etienne Tshisekedi, a particulièrement ému l'opinion, surtout à Kinshasa : alors que l'Alliance lui reproche d'avoir pactisé avec Mobutu en acceptant de le rencontrer à Nice et d'avoir été son éphémère Premier Ministre, la rue se souvient toujours de son opiniâtre combat en faveur de la démocratisation des institutions et oublie volontiers ses erreurs et ses silences parfois déconcertants. Il va sans dire que les erreurs du nouveau régime, néophyte en politique et ignorant des réalités de Kinshasa, accroissent le capital de confiance de Tshisekedi. Ce dernier, qui était en

pouvoir n'aura vraisemblablement pas les moyens de « coiffer » le monde associatif, d'autant moins que ce dernier s'est regroupé en de puissantes associations régionales, les Conseils régionaux des ONG de développement (CRONG) elles-mêmes regroupées au sein du Conseil national, CNONG. Ce dernier, quelques semaines après la prise de pouvoir de l'AFDL, a réussi à organiser à Kinshasa une importante réunion de la société civile, à laquelle participèrent plus de 200 représentants d'ONG, en présence de nombreux diplomates étrangers et de l'envoyé spécial de l'ONU et de l'OUA, Mohamed Sahnoun. Autrement dit, quels que soient ses sentiments réels, il y a gros à parier que le nouveau pouvoir devra collaborer avec le monde associatif et non s'opposer à lui. Ce contre pouvoir s'étend également au domaine de la presse et de la défense des droits de l'homme. Durant les sept années de la transition mobutiste, défiant la répression et les arrestations, la presse a appris à s'organiser et connaît un grand succès à Kinshasa, même si la plupart de ses lecteurs sont encore des « parlementaires debout » c'est-à-dire des passants qui, faute de moyens, sont obligés de lire debout les titres des journaux étalés sur le trottoir, les commentant ensuite à longueur de journée. Même si la presse privée kinoise, fortement attachée à Tshisekedi, se montre impitoyable à l'encontre du nouveau pouvoir, ce dernier ne semble pas avoir les moyens de réduire au silence des journaux d'opinion et ne s'est pas attaqué non plus à la presse audiovisuelle, même si en province les radios privées ont cessé d'émettre et ont été remplacées par une seule source, « la Voix du peuple », sorte de radio d'État. Quant aux associations de défense des droits de l'homme, elles sont demeurées en place, aussi vigilantes que par le passé, répertoriant, avec une cruelle précision, tous les manquements, toutes les bavures, en risquant parfois que les arbres des excès bien réels ne masquent la forêt du changement. Il faut noter d'ailleurs que ces organisations de défense des droits de l'homme, très performantes, très bien organisées, représentent de redoutables relais auprès de l'opinion étrangère : toutes les bavures et exactions commises par les militaires, le sort tragique réservé aux réfugiés, les vols, les enlèvements réalisés par des individus en uniforme, se trouvent investigués, répertoriés au jour le jour par des équipes d'enquêteurs souvent plus efficaces, plus proches du terrain que les

observateurs étrangers qui se contentent bien souvent de reproduire telles quelles leurs conclusions.

## **S'il veut contrôler les bombes à retardement...**

Le Congo découvert par l'Alliance n'est pas seulement ruiné sur le plan économique et social (les caisses de l'État sont vides, la dette extérieure dépasse les 14 milliards de dollars, de grandes endémies comme la maladie du sommeil ont fait leur apparition), il est aussi menacé par plusieurs bombes à retardement léguées par le pompier-pyromane qu'était le président Mobutu. En effet, le mobutisme a laissé, errant dans le pays, des centaines de milliers de réfugiés rwandais dont le sort tragique a souvent occulté, aux yeux de l'opinion internationale, le destin et les malheurs du Congo lui-même. En outre, le massacre, plus que vraisemblable, de milliers de réfugiés et la mort en forêt de milliers d'autres, a considérablement noirci la réputation du régime, qui a dû répondre aux accusations de massacres et accepter la constitution d'une commission d'enquête internationale ayant cependant les plus grandes peines à travailler sur le terrain. La guerre a également entraîné le déplacement de dizaines de milliers de citoyens congolais qui ont fui, vers la Tanzanie ou vers l'intérieur du pays et n'ont pas, eux, pu être ramenés chez eux par l'aide internationale. Au delà de ces difficultés matérielles, les aspects les plus pernicieux, à long terme, de l'héritage mobutiste, se trouvent ailleurs. A Kinshasa et plus encore au Kivu mais aussi dans d'autres provinces, la population a été contaminée par le virus de l'ethnisme. Faute d'autres valeurs de références, d'autres cadres de solidarité, les sentiments d'appartenance ethnique ou régionale ont pris une importance démesurée, jusqu'à susciter des comportements intolérants ou une comptabilité douteuse, chaque groupe ethnique estimant qu'il aurait le droit d'être représenté au niveau du gouvernement et de bénéficier de l'éventuelle manne de l'État. La présence de nombreux militaires tutsis dans l'Alliance, qu'ils soient d'origine congolaise, kivutienne, ou venus de l'Ouganda et du Rwanda, a réactivé les métastases de l'ethnisme : tous ont été perçus comme des étrangers et les Tutsis du gouvernement ou de l'AFDL (Deogratias Bugera, secrétaire général de l'Alliance, Bizima Karaha, Ministre des Affaires étrangères) ont suscité des sentiments de quasi xéno-

des lieux d'entraide mais aussi des forces politiques représentées à la conférence nationale sous le nom de société civile. En outre, la rupture des aides d'État à État avait poussé plusieurs pays occidentaux à contourner le régime pour tenter d'atteindre directement la population, par le canal des organisations non-gouvernementales. Dans les années 80 en effet, les rigueurs de l'ajustement structurel avaient provoqué le licenciement de dizaines de milliers de fonctionnaires, d'enseignants, le chômage de très nombreux diplômés. Pour survivre, mais aussi pour faire œuvre utile, nombre d'entre eux s'étaient alors reconvertis dans le secteur non-gouvernemental, créant des associations paysannes, conseillant des coopératives, luttant pour la défense des droits de l'homme. Ces dizaines d'associations de développement, de défense des droits de l'homme, luttèrent avec beaucoup de courage et d'efficacité pour la promotion des groupes les plus pauvres, pour l'établissement d'un État de droit, même si certaines d'entre elles se laissèrent guider par l'opportunisme ou corrompre par le régime. Au fil des années, le monde associatif, souvent soutenu par des bailleurs de fonds étrangers, a appris à s'organiser, à se structurer. Ses dirigeants sont formés, écoutés, et représentent un contre pouvoir non négligeable, doté de moyens matériels et d'une expertise technique, d'une insertion sociale qui font défaut à bien des cadres de l'Alliance.

## **Et reconstruire des rapports constructifs avec le mouvement associatif...**

Les relations entre l'AFDL et le monde associatif demeurent à définir : dans un premier temps, influencée par l'expérience du Rwanda, où les ONG étrangères furent trop souvent en concurrence avec l'État, l'AFDL s'est montrée réticente face à ce monde associatif dont le contrôle lui échappait. Mais au Congo comme ailleurs tout est affaire de rapport de forces et le

phobie, alors que logiquement ils auraient pu être remerciés pour leur contribution à la libération du pays. Faut-il souligner que ces métastases de l'ethnisme risquent d'être utilisées par tous les mécontents du régime (les anciens partis d'opposition tenus en dehors du jeu politique, mais aussi les mobutistes qui rêvent d'une revanche « nationale » et qui tentent de refaire surface sur fond de nationalisme sinon de xénophobie)

Le Nord et le Sud Kivu, où se déclencha la guerre, pourraient se retrouver bientôt aux avant postes d'une nouvelle tentative de déstabilisation, car les armes y sont nombreuses, de même que ceux qui savent s'en servir ! En effet, de nombreux militaires et miliciens rwandais errent encore dans la région, essayant de rentrer au Rwanda et vivant aux dépens de la population. Cette présence entraîne les militaires de l'Alliance à s'en prendre à des civils, surtout des Hutus congolais, soupçonnés d'être complices des Hutus du Rwanda. En outre, à la tête d'une étrange coalition composée d'anciens partisans de Kabila, de lumumbistes désenchantés, d'ex-militaires congolais et de mobutistes en cavale, un ancien commandant de l'AFDL, Charles Simba, a ouvert les hostilités depuis le territoire tanzanien, au sud de la ville d'Uvira. Tous les problèmes, toutes les questions qui hantent le Congo depuis la victoire de l'AFDL se retrouvent au Kivu, d'autant plus intensément que la région, déjà pauvre et surpeuplée (avec la même densité démographique que le Rwanda voisin) a subi le poids de la présence des réfugiés. Ces derniers ont considérablement dégradé l'éco système, pratiquement ruiné le parc naturel de la Virunga, (un trésor mondial en matière de faune et de flore) en tuant par exemple, des milliers de crocodiles. Les réfugiés ont en outre ruiné la principale ressource économique du Nord Kivu ; dans les montagnes du Masisi, 450 000 têtes de bétail, des vaches dont les qualités laitières et reproductives avaient été soigneusement sélectionnées, ont été emmenées dans les

camps de réfugiés où elles ont été dépecées (avec du matériel de boucherie fourni par l'aide internationale...), la viande étant ensuite vendue à moitié prix et l'argent étant utilisé par les anciens militaires rwandais pour acheter des armes. Le Masisi, dont la prospérité faisait la richesse de la région, est aujourd'hui un territoire vide : à perte de vue, vaches, chèvres, moutons et même les poules ont disparu, volés ou tués. Le capital perdu est évalué à plusieurs dizaines de millions de dollars et ne pourra plus être reconstitué car cet élevage de pointe qui s'était développé en grande partie grâce à l'aide canadienne est aujourd'hui entièrement détruit. Le Kivu, où les relations intercommunautaires étaient déjà difficiles, a, plus que les autres provinces encore, été atteint par l'ethnisme : bon nombre de Hutus congolais ont collaboré avec des Hutus du Rwanda et traqué les Tutsis, originaires du Masisi ou Banyamulenge. D'autres groupes locaux, les Hunde, les Nande, ont été chassés de leurs terres par les réfugiés ou la guerre et, pour cause d'insécurité, ne sont toujours pas rentrés chez eux. En outre, la population de ces provinces craint aujourd'hui de se trouver sous la coupe des Tutsis, nationaux ou Rwandais, revenus en vainqueurs sinon en justiciers. A part quelques très remarquables exceptions, même les ONG locales, surtout au Sud Kivu, réagissent désormais en privilégiant des critères ethniques, ce qui pourrait renforcer la méfiance de l'AFDL à l'encontre de la société civile.

### **Le rôle de la solidarité internationale**

Face à la complexité des problèmes qui se posent dans le nouveau Congo, face à leur interconnection, toute conclusion ne peut être que provisoire, hasardeuse. Un seul point suscite cependant l'assentiment de tous : si le Congo est abandonné comme l'avait été le Zaïre de Mobutu, les fissures déjà décelables ne feront que s'approfondir et si l'AFDL devait échouer, la déstabilisation du pays menacerait à nouveau toute la région. Par contre, un soutien critique pourrait accentuer le rapprochement entre l'Alliance et la société civile, marginaliser les extrêmes et surtout, avant tout, soulager les immenses souffrances d'une population trop longtemps laissée pour compte. ■



**BOLIVIE :**

## *Felipe Vasquez*

Notre dernier numéro était sous presse lorsque nous avons appris la mort, début juillet, du révolutionnaire bolivien Felipe Vasquez. Lors de ses obsèques à Quillacollo, où il vivait depuis la restructuration néo-libérale des mines, un hommage lui a été rendu au nom du mouvement trotskyste de son pays par Ernesto Joaniquina et au nom de tous ceux qui l'avait connu dans sa ville par un camarade mineur de Huanuni.

Felipe Vasquez a été mineur tout au long de sa vie et avait payé le prix de cette activité en étant atteint sérieusement dans sa santé depuis de nombreuses années. Son activité s'est développée surtout dans le district de Huanuni, connu en Amérique latine et dans le monde entier, grâce aux luttes opiniâtres et souvent dramatiques de ses travailleurs. Il a accompli assez vite des tâches dirigeantes. En tant que responsable du secrétariat exécutif de la Centrale ouvrière de Oruro, il a joué un rôle majeur dans l'organisation de la puissante « Marche pour la vie » de 10 000 mineurs de Oruro à la Paz. Pendant quelques années il a participé à la direction de la Fédération des mineurs FSTMB.

Son engagement syndical n'a jamais empêché Felipe de militer activement dans le Parti ouvrier révolutionnaire (POR) se réclamant de la IVe Internationale. Il a été délégué de son parti à des congrès de la IVe Internationale, dont celui de 1969 qui fut marqué par la relance du mouvement trotskyste international à la suite des grands événements de 1968-1969. Auparavant, il avait passé quelques mois à Cuba.

Nous exprimons aux camarades boliviens et à la famille de Felipe toute notre solidarité révolutionnaire.

# Les défis du nouveau pouvoir

Par  
Jean Nanga

Si l'action de l'AFDL a presque partout suscité la liesse populaire c'est que, au-delà de la chute de Mobutu, un espoir est né pour mettre un terme aux injustices sociales dans ce pays aux clivages sociaux trop évidents.

Jean Nanga, notre correspondant à Kinshasa, analyse les défis du nouveau pouvoir.

La libération du Congo-Kinshasa a été accueillie avec beaucoup de joie dans les dix provinces du pays ainsi qu'à Kinshasa. La résidence du dictateur à Lisal, dans sa province natale sur l'Équateur, a été pillée par la population. Y ont participé y compris des soldats de sa Division spéciale présidentielle (DSP). L'opposition non-armée, lasse d'organiser des villes-mortes, s'est au dernier moment proclamée solidaire de l'action de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL) présentée au début comme une force d'invasion étrangère (rwandaise,

l'AFDL proclama Laurent-Désiré Kabila président de la République démocratique du Congo, dès la prise de Kinshasa. Cette nomination a été beaucoup plus étonnante pour la prétendue « communauté internationale » que pour le peuple zaïrois voire même pour « l'opposition interne ». Celle-ci a été davantage surprise par la constitution du gouvernement de transition, dit gouvernement de salut public, dans la mesure où un partage équitable du pouvoir entre l'opposition armée (AFDL) et « l'opposition interne » n'a pas eu lieu. Le gouvernement s'avère composé

aux trois-quarts au moins de membres de l'AFDL, presque tous de la diaspora congolaise. Le reste étant des personnalités de l'opposition non-armée, cooptées comme individualités plutôt que comme représentants d'organisations politiques, faute d'accord de gouvernement conclu par l'AFDL avec d'autres formations politiques. Ainsi, participent au gouvernement Jean-Baptiste Sondji, du Front patriotique, Kinkela Vi Kansy, du Front patriotique dissident (dissous depuis fin juillet dans l'AFDL), Edy Augula, du Parti lumumbiste

unifié (PALU, dirigé par Antoine Gizenga, lumumbiste de la première heure), Justine Kasa-Vulu, fille de Joseph Kasavubu (premier président de la République du Congo 1960-1965) et représentante de l'Union pour la démocratie politique et sociale (UDPS) en Europe, Paul Bandoma et Kapita de l'UDPS, Juliana Lumumba, fille de Patrice Emery Lumumba et militante du Mouvement national congolais/Lumumba et Luanguï ministre de la justice (provient du Front de libération nationale du Congo, FLNC).

### L'opposition non-armée

A l'instar du reste de l'Afrique « démocratisée » cette « exclusion » a été dénoncée. L'AFDL est considérée méprisante à l'égard de la lutte non-armée contre le



ougandaise, ...) aussi bien par les mobutistes et la grande presse française que par l'opposition dite interne dirigée par Tshisekedi. Celui-ci s'était même proposé Premier ministre de Mobutu pour arrêter la libération armée, par l'offre de six postes ministériels à l'AFDL, suite à sa nomination non consommée d'avril 1997.

Cette adhésion populaire à l'action libératrice de l'AFDL a permis d'épargner des vies humaines surtout lors de la prise de Kinshasa le 17 mai 1997, sans bataille. Exception faite de quelques officiers supérieurs, inconditionnels du mobutisme et de la très criminelle DSP, les Forces armées zaïroises souhaitaient le changement.

Néanmoins, ce consensus sur le départ de Mobutu et de son clan politico-mafieux ne se basait pas sur une plate-forme bien négociée en ce qui concernait la gestion de l'après dictateur. C'est ainsi que

mobutisme, symbolisée par la Conférence nationale souveraine (CNS) traitée par Laurent-Désiré Kabila de « fameuse conférence nationale soi-disant souveraine », car sans « l'action de l'AFDL, le peuple serait encore envoûté » par les « manœuvres de la soi-disant conférence souveraine » (discours d'investiture du 27 mai 1997). Une attitude visant particulièrement Étienne Tshisekedi qui revendique auprès de Kabila après l'avoir fait pendant quatre ans auprès de Mobutu, sa légitimité/légalité de premier ministre de la transition, élu par la CNS. Étienne Tshisekedi considère que la légitimité de l'AFDL ne devrait pas effacer celle de la CNS. Cette discordance à propos des légitimités tend à faire passer l'UDPS de la violence verbale à la violence physique, voire à l'option armée écartée dans la lutte contre Mobutu et son clan. C'est ainsi que la Jeunesse de l'UDPS a déclaré : « nous mourrons cette fois-ci pour l'intégration effective de M. Étienne Tshisekedi dans la gestion du pays » (le *Palmarès* n°955, du 16 juin, p 7). Une exigence rejetée par Kabila, chef de l'État sans Premier ministre, qui, en vieux lumumbiste, ne pardonne pas, semble-t-il à Tshisekedi d'avoir été commissaire à la Justice du Collège des commissaires généraux ayant arrêté Lumumba puis collaborateur de Mobutu jusqu'en 1978.

La renaissance de cette opposition, de tendance tshisekediste est alimentée, par ailleurs, par certaines mesures du nouveau régime comme la suspension des activités et manifestations publiques des partis politiques autres que l'AFDL. La violation de cette interdiction a déjà entraîné l'interpellation manu militari de Tshisekedi qui avait répondu à une invitation de la JUAPS de l'Université de Kinshasa alors qu'une rencontre était prévue au même moment avec Kabila (le 26 juin 1997) ainsi que la répression meurtrière des manifestants du PALU revendiquant le 27 juillet 1997 la levée de la dite mesure.

Il y a deux mois, le PALU s'opposait à l'UDPS en affirmant : « le nouveau pou-

voir, comme tout régime qui s'installe, devrait bénéficier d'un état de grâce pour un temps raisonnable ». Et de préciser : « cependant, si le pouvoir trouve qu'avant d'ouvrir le jeu politique aux autres formations politiques, il doit d'abord consolider les structures et l'autorité de l'État, il faudrait qu'il le fasse dans un dialogue franc et constructif. Le PALU offre sans calcul sa collaboration à l'AFDL, se considérant à part entière comme un parti frère » (déclaration politique du Parti lumumbiste unifié, PALU, sur la situation suite à la chute du dictateur et à la mise en place du nouveau pouvoir, le 28 mai 1997).

Aujourd'hui, la fraternité des lumumbistes Kabila et Gizenga est devenue conflictuelle, ce qui, somme toute, représente une constante dans les rapports entre les organisations se proclamant du lumumbisme.

Le PALU de Gizenga est, depuis, plutôt proche de l'UDPS de Tshisekedi. Ils dénoncent ensemble le non-respect du calendrier de la transition fixé par le nouveau régime. Calendrier selon lequel serait déjà initié le processus constituant. Le retard pris prolonge ainsi l'absence d'un pouvoir législatif distinct du pouvoir exécutif. Cela confère provisoirement des pouvoirs exorbitants à Laurent-Désiré Kabila.

D'ores et déjà, l'analogie est établie entre Kabila et Mobutu, AFDL et MPR. Surtout que ces querelles dans la classe politique sont accompagnées d'actes commis dans les quartiers, voire certains villages, par des éléments de l'Armée de libération : exécution des voleurs, expropriation non légale des mobutistes réels ou présumés, bastonnade publique des chauffeurs contrevenants, viols et agressions des filles ... rappelant le gangstérisme des forces de répression du mobutisme sans en avoir le caractère systématique. Mais très exploitables par les opposants à l'AFDL, parmi lesquels certains « défenseurs des droits de l'homme ».

## Le chauvinisme anti-rwandais

Ces actes alimentent également un chauvinisme anti-rwandais, résidu de la propagande franco-mobutiste sur l'invasion étrangère du Zaïre. Car la naissance de l'AFDL dans le Kivu, avec une composante banyamulenge (un des quatre partis constituant l'AFDL) a favorisé la présence de ces Tutsis du Congo-Kinshasa parmi les combattants de l'AFDL. Par ailleurs, la présence de quelques Tutsis rwandais parmi les instructeurs militaires de l'AFDL favorise le développement du chauvinisme anti-

« rwandais » par des ténors de l'opposition dite interne ayant, depuis la CNS amalgamé Tutsis zaïrois et Tutsis rwandais, et identifié tous les Tutsis à ceux instrumentalisés par Mobutu tels les richissimes Bisengimana (défunt directeur de cabinet de Mobutu puis homme d'affaires prospère) et Mico (propriétaire de Télécel, téléphone cellulaire, détenteur du monopole des communications internationales, voire nationales). Même l'action néfaste de Kengo wa Dondo arrive à être expliquée par ... l'origine tutsie de sa mère !

Ainsi, au mépris de l'histoire du Congo s'est constituée une sorte d'Union sacrée contre « les étrangers de Kabila ». En plus des « rwandais », il y a les Tanzaniens et les Angolais dont des « ex-gendarmes katangais », les swahilophones, anglophones et lusophones de Kabila. Désormais, l'arrestation des dignitaires mobutistes patentés, avec ou sans vice de procédure, suscite des réactions de désapprobation, souvent politiciennes, voire ethno-régionalement connotées. Telle la « chasse aux sorcières » dénoncée par des ressortissants de l'Équateur après l'arrestation légale du très puissant chef du patronat zaïrois sous le mobutisme Bemba Salona, présumé coupable d'expropriation régulière de l'État zaïrois.

A l'instar des autres pays « démocratisés » d'Afrique subsaharienne, le dynamisme des fractions de l'élite sur le partage du pouvoir politique occulte tout débat de fond sur les problèmes économiques et sociaux.

## Scandale naturel et catastrophe sociale

Le Congo pays très paradoxal, illustre bien le caractère inégal et combiné du développement ou du sous-développement capitaliste. Le PNB par habitant de 120 dollars place les Zaïrois parmi les plus pauvres de l'humanité alors que le Congo est scandaleusement riche en ressources naturelles. En effet, plus grand que l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, la Pologne, la Grande-Bretagne et la Suisse réunies (2 345 000 km<sup>2</sup> contre 2 340 000 km<sup>2</sup>) le Congo est moins peuplé que la France (moins de 50 millions d'habitants). Une faible densité démographique dans une nature très généreuse, vénalement exploitée depuis la lusitanisation au 15<sup>e</sup> siècle du royaume Kongo jusqu'au Zaïre de Mobutu, en passant par l'État indépendant du Congo, propriété de Léopold II, roi des Belges, de 1885 à 1908 quand il devient colonie

Oil Company ... Capitaux anglo-américains, belges, français, japonais, sud-africains se sont partagés le surprofit néo-colonial au Zaïre. Pendant ce temps la production agricole accusait un affaiblissement par rapport à la période coloniale, faute d'actions encourageant l'investissement et la production rurale, comme l'auraient fait l'entretien et la construction des routes, des prix favorables au producteur paysan, une bonne politique d'industrialisation, une protection du marché national, un efficace financement public. A tel point que le Congo qui pourrait nourrir l'Afrique a plutôt vu augmenter ses importations alimentaires, exception faite des légumineuses, maïs et tubercules. Sur le marché congolais se rencontrent des produits de l'agro-industrie de tous les continents, au profit des importateurs habiles en fraude fiscale. Une partie de la production agricole d'exportation comme le café a aussi échappé à la fiscalité, la corruption ayant été presque institutionnalisée aux dépens du Trésor public.

Ce surprofit néo-colonial a été partagé avec les factions locales : les élites bureaucrate-administratives, civile et militaire, les hommes d'affaires, la classe politique mobutiste et le clan de Mobutu, bénéficiaires différenciés de la zairisation (1973). Cette version locale du nationalisme économique étatique et privé, a été évidemment un moyen d'accentuation de l'accumulation primitive du capital national. Il s'agissait d'un nationalisme plutôt gage-gique, irréaliste d'un point de vue capitaliste, sous-estimant l'inégalité des rapports capitalistes, surtout dans le marché des matières premières. Deux ans ont suffi pour que soient rétrocedées certaines entreprises à leurs propriétaires occidentaux et vendues des actions au capital occidental. L'enrichissement scandaleux de cette lumpen-bourgeoisie, vivant de la fraude fiscale, de l'acquisition illicite des propriétés publiques, etc. s'est accompagné d'une descente aux enfers de l'économie zairoise. Les décennies 80 et 90 ont été pour le Zaïre celles du renforcement de la dépendance ; des déficits accentués par la dégringolade de l'exportation des principaux minerais (cobalt, diamant, or, mais surtout zinc et cuivre) ; de la baisse des investissements influencés par la situation du marché mondial et apeurés par le délabrement des routes, la baisse permanente du pouvoir d'achat des populations et l'insécurité politique, le développement du secteur informel, la dévaluation permanente du zaïre (monnaie)... mais surtout l'endettement critique ayant provoqué des rapports difficiles avec le FMI. Ce dernier a

trouvé en Kengo wa Dondo lors de sa dernière présidence du gouvernement un activiste du remboursement de la dette et de l'application de l'Ajustement structurel.

Ce déclin de l'économie zairoise a accentué le paradoxe hérité de la colonisation d'un pays scandaleusement riche en ressources naturelles et trop pauvre en ce qui concerne la population à grande majorité rurale. La politique économique menée par Mobutu et son clan politique a accru les clivages sociaux. Le prix de la force de travail ne s'est pas substantiellement amélioré, entraînant une baisse permanente du pouvoir d'achat des ménages.

Le secteur privé, en grande partie religieux, supplée de façon très intéressée l'État défaillant. La charité parfois manifestée par le privé religieux n'a pu réduire la situation catastrophique. L'argent demeure le principal discriminant dans ce pays où l'endettement n'a pas servi à la création d'unités de production publiques, de structures coopératives pourvoyeuses d'emplois. Les conséquences se lisent sur les indicateurs récemment fournis par le Rapport mondial sur le développement humain 1997 du PNUD : 58 % des Congolais sont privés d'eau potable, 74 % n'ont pas accès aux soins de santé, 30 % vont décéder à 40 ans, 36 % des enfants n'atteignent pas la cinquième année primaire, 22 % sont analphabètes. Sans oublier les autres indicateurs que sont la prostitution à Kinshasa des adolescentes et adultes en partie drainées par l'exode rural, propice à l'extension de la séropositivité et à la multiplication des enfants de la rue. Le gangstérisme du lumpen prolétariat assure avec le gangstérisme des « forces de l'ordre » étatiques l'insécurité dans le pays. Cette politique sociale désespérante pour la jeunesse zairoise explique l'adolescence de la majorité des combattants de l'AFDL, surnommés « kadogos » ou « kaminké », mineurs ou cadets en swahili et en lingala.

Une lumpen-bourgeoisie culturellement assez proche du lumpen-prolétariat, symbolisée par les liens des fils Mobutu avec le lumpen-prolétariat délinquant est glorifiée par les plus célèbres chanteurs de Kinshasa tels Papa Wemba, Koffi Olomidé, Zaïko Langa-Langa, Wenge Musica, compagnons de route du mobutisme.

Par conséquent la conscience sociale courante amalgame le rejet du mobutisme politique et de ses « anti-valeurs » à une adhésion enthousiaste aux valeurs néo-coloniales africaines courantes, parfois sous forme de « revalorisation des valeurs traditionnelles » plus mythifiées qu'analysées.

belge (1908-1960).

La générosité de la nature c'est aussi le climat tropical, la fertilité du sol permettant la production de l'arachide, du blé (dans la zone montagneuse tempérée, le Katanga et le Kivu), du cacao, du café, de la canne à sucre, du coton, du maïs, du manioc, des palmistes, du riz, du thé et tant d'autres cultures vivrières. Avec une végétation abondante dont au moins 1 million de km<sup>2</sup> de forêts. Un contexte propice à un élevage considérable. Sans oublier l'importante hydrographie (le fleuve Congo et ses affluents, le Mil, les lacs orientaux et occidentaux ...) riche en poissons dont le potentiel annuel n'est exploité qu'au cinquième.

Ces bienfaits de la nature ont fait du Congo un des laboratoires de l'industrialisation, des surproduits coloniaux en Afrique au profit de la troïka coloniale (capital financier, administration coloniale, clergé catholique).

## Surprofit néo-colonial

Une organisation extravertie de l'économie basée sur le pillage et l'asservissement des masses, ayant légué aux arracheurs de l'indépendance nationale (1960) quelques infrastructures routières, un capital privé occidental considérable et un État organisateur des injustices sociales. Cette métamorphose du colonialisme en néocolonialisme est parachevée par le mobutisme. Cette forme excessive du néocolonialisme subsaharien se caractérise par le maintien accentué de l'extraversion économique, par le privilège accordé à la production minière (53,4 % des recettes d'exportation en 1958, 75 % en 1962, 85,5 % en 1974, 78,2 % en 1988), par des entreprises d'État comme la Gécamines (ex-Union minière du Haut-Katanga, principale entreprise privée coloniale du cuivre, cobalt, charbon, zinc), par des entreprises mixtes comme la MIBA (ex-société minière du Bakwanga, 80 % de capital étatique, 20 % de capital privé belge, diamant industriel), par des consortiums internationaux comme la Zaïre Gulf

# République du Congo

La célébration de l'an 37 de l'indépendance nationale a été l'occasion pour Kabila de rappeler sa conception de la reconstruction : « la reconstruction d'une économie endogène reposant sur les priorités suivantes : un développement économique et social basé sur la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Une industrie au service de la production agricole, l'abandon de la production de luxe pour un marché national et d'exportation fondé sur la reproduction du travail bon marché... Construire une société de plus grand bien-être, une société de droit, de tous les droits sans discrimination, dans le respect du pluralisme de pensée et dans celui de la diversité dont est tellement riche la nation congolaise. »

## La reconstruction économique

De ce projet participe le Programme triennal 1997-1999 actuellement en discussion au niveau gouvernemental, dont les priorités sont :

- 1) réhabilitation des infrastructures routières évaluées à 2,5 mds\$ (28 644 kms de routes à reconstruire) ;
- 2) relance de la mécanisation de l'agriculture ;
- 3) électrification des villes, grands centres et milieux ruraux du pays ;
- 4) lutte contre le chômage.

La priorité accordée aux routes et à la mécanisation de l'agriculture exprime la volonté de réduire l'importance du secteur minier dans l'économie et de le remplacer par l'agriculture base de l'industrialisation de la petite et moyenne entreprise. Mais au lendemain de la présentation gouvernementale du volet agriculture, des commentateurs ont considéré la mécanisation proposée comme inadaptée à la réalité des sols de certaines provinces. Conséquence semble t-il, de l'antériorité du Programme triennal, à la tenue des états-généraux de l'agriculture. Dans ce secteur essentiel qui occupe environ 70 % de la population active, la compétence du ministère risque d'être mise à mal par les

états-généraux et par la paysannerie agricole dont le conservatisme semble être sous-estimé par les nouvelles autorités.

Mais en attendant ce changement de base, le nouveau régime mise sur la gestion rationnelle du secteur minier. La Gécamines connaît une relance de la production, non sans rapport avec le contrat de joint-venture signé par l'AFDL avec l'American Minerals Fiels (majoritaire à 51 %) à Lubumbashi, capitale du Katanga et du cuivre, un mois avant la chute de Kinshasa. Un contrat prévoyant 1 milliard de dollars d'investissements pendant la transition.

A la Minière de Bakwanga (MIBA diamant) aussi il y a relance de la production, avec diversification du partenariat. C'est cette réorganisation du partenariat qui explique l'inquiétude de l'État français, espérant par une intervention militaire des pays de l'OTAN sauver Mobutu, par conséquent tirer profit de la privatisation entreprise par l'homme d'Indo-Suez et du FMI, Kengo wa Dondo.

Cette privatisation devait aussi porter sur les entreprises d'État des autres secteurs. Mais le nouveau régime entend restructurer le patrimoine économique de l'État autrement que sous la houlette de la BM et du FMI. L'existence d'un secteur dynamique en concurrence avec le privé est inscrite dans le programme triennal. Le monopole du téléphone, détenu par télécel aux dépens du public, risque d'être perdu par la réorganisation de l'OCPT. Un test, semble t-il pour le nouveau régime.

Dans le cadre de cette restructuration, le nouveau pouvoir a entrepris l'inventaire du patrimoine public spolié par les « dinosaures » du mobutisme, en vue d'une récupération. Un office des biens mal acquis a été récemment créé (dirigé par Jean-Baptiste Mulemba Makubi interviewé par Rouge, n°1712).

L'intérêt porté à la bonne gestion du patrimoine public s'illustre par l'attribution d'un portefeuille, comme celui de la défense au Président de la République.

Par ailleurs, est en marche un assainissement des finances publiques, caractérisé par une amélioration des recettes fiscales, grâce par exemple à la lutte contre les différentes fraudes courantes et impunies sous le mobutisme. Le fichier du personnel de l'État est soumis à un examen, pour détecter les agents fictifs — au moyen du cumul des salaires par les bureaucrates mobutistes et les retraités encore en activité dans un État où la dernière mise à la retraite des fonctionnaires remonterait à

1988. Cet assainissement a permis le paiement d'un mois de salaire (en trois mois de pouvoir, après plus d'une année de salaires non-payés) sans recourir à la planche à billets, cause entre autres, par sa régularité, sous le mobutisme, de l'instabilité monétaire. La stabilité est l'un des objectifs immédiats du nouveau régime. Car la situation monétaire est longtemps restée chaotique à tel point que le territoire national comprend plus d'une zone monétaire, les taux de change, rapportés au dollar, variant de Kinshasa au Kasai. Relativement acquise après trois mois, y compris par la lutte contre la contrefaçon, cette stabilité monétaire du zaïre (monnaie) doit céder la place, dans le court terme, à un changement de monnaie. Le dernier symbole du mobutisme va être remplacé par le Franc congolais.

La préférence accordée à la coopération sud-sud par le régime de Kabila fait de l'Afrique du Sud la conseillère du Congo en réforme monétaire. La stabilité du rand est prise en exemple, semble t-il, sans intégrer la nature de l'économie sud-africaine, différente du projet défendu par le nouveau régime.

Ce projet n'est pas du goût du FMI ni de la BM qui entendent mettre au pas le nouveau régime congolais, comme l'est déjà le régime sud-africain.

La dette héritée du mobutisme évaluée à 14 mds de dollars, que le nouveau gouvernement veut soumettre à un audit, avant de la reconnaître et de la rembourser, va servir au chantage financier. Conscientes des besoins financiers du nouveau régime, malgré sa conception des emprunts extérieurs comme appoint en comptant d'abord sur les moyens nationaux, les puissances occidentales ne cessent de rappeler la conditionnalité de soumission à l'ordre néo-libéral, en amalgamant comme d'habitude « droits de l'Homme », « unité nationale », multipartisme et « économie de marché ».

La tolérance de la formule « économie sociale du marché » utilisée par le nouveau régime, relève autant de la diplomatie que de la nécessité d'une relative relance de la consommation pour sa stabilité. Le grand capital attend du nouveau régime une rationalisation bourgeoise de l'économie congolaise actuellement dominée par l'informel.

L'entreprise du nouveau régime de développer les rapports sous-régionaux est acceptée par les puissances capitalistes comme conséquence de l'impossibilité du développement du capitalisme dans un

taires, éducatifs demeure un casse-tête pour les fonctionnaires et petits et moyens salariés du privé. Une situation plus accusée en milieu rural ayant fait dire à des représentants de la société civile du Kivu « près de six mois après la libération du Kivu, les événements et les circonstances que nous vivons suscitent des interrogations et des inquiétudes quant à la concrétisation des attentes du peuple. » (document élaboré par les associations de la société civile du nord et du sud-Kivu à l'intention des responsables de l'AFDL, cité par, *Le Phare*, n°656 du 30 mai 1997). Une impatience justifiée par les promesses faites par l'AFDL et l'investissement humain de ces provinciaux, premiers fournisseurs de l'AFDL en très jeunes soldats. Même en milieu urbain la priorité accordée à la lutte contre le chômage par le régime de Kabila semble être comprise comme réalisable immédiatement. L'organisation des chômeurs tout récemment constituée est l'expression de cet espoir.

Les bonnes intentions du nouveau régime, pour accroître le bien-être de la population, manifestées par les mesures d'urgences et le programme triennal, sont insuffisantes dans le contexte actuel de pression du néolibéralisme. La quête effrénée du profit, de la plus-value est incompatible avec une amélioration substantielle du pouvoir d'achat des travailleurs. Le très faible coût de la force de travail hérité du mobutisme devrait, après légère modification, être maintenu. Il revient aux travailleurs de s'organiser en vue d'une législation du travail dans ce pays sans SMIG. Et au régime de faire respecter les droits, les acquis sociaux progressistes, présents et à venir, des travailleurs.

Une telle orientation s'oppose à l'option néo-coloniale, ouverte ou voilée par un patriotisme vague, qui est celle de la majorité de l'opposition pacifique au mobutisme.

D'ailleurs, certains mobutistes entreprennent un recyclage dans l'AFDL, pour profiter du nouveau régime. Le copinage et les solidarités ethniques risquent de fragiliser l'AFDL qui semble avoir du mal à gérer au pouvoir son hétérogénéité d'origine. L'unité du patriotisme anti-Mobutu est éprouvée par l'impossible régulation mixte de l'économie dont la formule « économie sociale de marché » n'est qu'une invocation. Les pro-libéraux et les socialisants de l'AFDL ne pourront pas longtemps rester ensemble. Ce serait le grand écart permanent. La constitution d'un gouvernement d'unité nationale, devant résulter des actuelles concertations AFDL, UDPS et PALU risque d'élargir le

grand écart pendant la transition, dont le programme risque d'être réaménagé en fonction des intérêts de chaque fraction de la classe politique. Il est à craindre que la gauche ne soit marginalisée aussi bien au niveau du gouvernement que de l'AFDL. Ainsi l'évolution progressiste de l'AFDL ne pourra persister que si tous les éléments de la gauche radicale aussi bien de l'opposition interne que de la diaspora, au-delà de leurs divergences, entreprennent une dynamique de convergence, de soutien critique à l'évolution progressiste de l'AFDL, accompagnée d'une dynamique de démocratisation radicale de la société enracinée dans les syndicats des travailleurs, les collectivités rurales, la jeunesse et les femmes soumises à une profonde aliénation.

Comme presque partout en Afrique subsaharienne, l'émancipation des femmes est souvent gênée par l'évocation du respect des « valeurs traditionnelles », « des spécificités culturelles ». Ce qui ne peut que relever de la supercherie phalocrate, de l'inégalité consentie entre l'homme et la femme.

La libération continue du peuple congolais de toute forme de domination, d'exploitation et d'oppression dépend de cette dynamique de démocratisation radicale. L'un des tests majeurs de sa réalité et de sa capacité à défendre l'avenir du peuple congolais c'est ce qui en résultera dans la future Constitution.

La libération véritable du peuple congolais ne pourra se réaliser dans l'isolement, le repli nationaliste. Le panafricanisme du nouveau régime n'étant pas à l'abri des exigences de la raison d'État, le panafricanisme des peuples ne peut mieux être assumée que par cette force progressiste radicale. C'est un devoir des forces ouvrières et démocratiques de soutenir sans paternalisme, l'espoir qui s'est levé au Congo avec la fin du mobutisme. Afin que de ce pays parte une véritable démocratisation, sociale et politique du continent africain, articulée aux luttes semblables menées partout sur notre planète. ■

seul pays plutôt que comme fondement d'un panafricanisme progressiste.

La non-concordance des projets sociaux des États de la région risque de porter préjudice aux intentions proclamées par Kabila. Le discrédit du projet socialiste semble imposer un certain réalisme, dont les conséquences sociales risquent d'être négatives, à moyen terme, malgré la réalisation de la croissance prévue de 2 % à la fin du programme triennal. Une économie progressiste devant être appréciée à partir de la satisfaction des besoins de la majorité et de la durabilité des bases de reproduction de la satisfaction de ces besoins.

## Le front social

Après l'opération de récupération spontanée de la richesse nationale, qu'est le pillage populaire des premiers jours de « libération » se sont enchaînées les revendications des travailleurs avec grèves dans les entreprises d'État, dans les entreprises privées, y compris dans les commerces de gros et demi-gros, voire de détail au centre ville contrôlé par les asiatiques. On réclame : paiement des arriérés de salaire, hausse des salaires de misère, sécurité sociale, amélioration des infrastructures, réduction du temps de travail, récupération du patrimoine public spolié par les dignitaires mobutistes et les entrepreneurs privés. Ce dynamisme exprime le muselage passé des travailleurs et des syndicats. Sous Mobutu l'absence de revendications et de grèves était la règle par peur de licenciements arbitraires. Certaines des ces revendications ont été satisfaites sans pour autant que prenne forme une réorganisation du syndicalisme vers l'unité syndicale démocratique.

Pour le moment les fonctionnaires se tiennent à l'écart exception faite du personnel de la santé « oublié » de l'unique paiement des salaires survenu fin juin, dont la modicité, malgré leur hausse par le nouveau régime, ne rend pas tellement perceptible la réduction de l'inflation de quatre à un chiffre en deux mois. La satisfaction des besoins alimentaires, sani-

# Contradictions interimpérialistes

Par  
Eric Toussaint et Denise Comanne



Nous nous réjouissons de la double défaite des impérialismes français et belge au Congo. Pour la France, c'est, depuis la révolution algérienne, la première grande défaite en Afrique. La France a sauvé la mise à Mobutu à plusieurs reprises (Kolwezil...).

Les présidents Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac ont soutenu la dictature du général Habyarimana, sachant que ce régime rwandais avait dans ses plans, la mise à exécution du troisième génocide du siècle. L'armée française a entraîné l'armée rwandaise et les milices interahamwe. Dès les premières semaines et face aux attaques répétées du FPR, elle est chaque fois intervenue pour sauver Habyarimana. Le sommet de cette politique d'intervention au Rwanda fut l'Opération Turquoise. L'armée française a protégé le repli de l'armée et des milices génocidaires, jusqu'aux bases arrières du Zaïre mobutiste, entraînant et maintenant en otage un million de réfugiés hutus, ce dont les médias français, publics et autres, ne se rappellent apparemment pas quand ils pleurent à chaudes larmes sur le sort des rescapés actuels de leur grande Opération « humanitaire ». De juillet 1994 à novembre 1996, la France a joué la carte de ces réfugiés avec pour perspective de remettre en place à Kigali un régime favorable aux intérêts français et dont la colonne vertébrale aurait été constituée par l'armée génocidaire.

Ces deux dernières années, la France a multiplié les interventions dans son « pré carré » : trois fois en un an rien que pour sauver le dictateur Patassé en Centrafrique ... Jusqu'à la dernière minute, les autorités françaises ont soutenu Mobutu. Elles ont aidé à recruter des mercenaires serbes (par le biais du FN !) pour organiser la contre-offensive « foudroyante » à partir de Kisangani. Elles ont été jusqu'à déguiser des centaines de militaires français en mercenaires.

Alors que la Suisse et la Belgique avaient fini par refuser l'accès de leur ter-

ritoire à Mobutu, celui-ci pouvait circuler et recevoir ... sur le territoire français.

### Le rôle néfaste de la Belgique

La responsabilité déterminante de la France au sujet de Mobutu ne doit pas cacher le rôle néfaste de la Belgique, comme l'a démontré récemment l'excellent documentaire réalisé par Jean-François Bastin pour l'émission Hebdo (1).

Suite à la condamnation des massacres perpétrés à Lubumbashi en 1990, le gouvernement belge avait été contraint — pour cause de dictature vraiment trop sanglante — de rompre officiellement ses relations avec Mobutu. Il a ensuite multiplié les tentatives de rapprochement. Les gesticulations du gouvernement belge, voire ses contradictions, ont été manifestes lors de la visite de Réginald Moreels, de la Coopération au Développement, lors de sa visite à Kinshasa : il congratule le premier ministre Kengo wa Dondo au moment où la population manifeste dans la capitale son soutien à Tshisekedi.

### Quels appuis internationaux ?

On s'est beaucoup interrogé sur les appuis internationaux dont ont bénéficié les forces de l'Alliance dans leur offensive éclair. Il est manifeste que les premiers appuis internationaux sont venus des régimes de la région, à savoir le Rwanda et l'Ouganda, auxquels s'est joint ensuite l'Angola. Ces trois régimes voulaient mettre un terme au mobutisme qui menaçait constamment leur propre sécurité, en soutenant les restes de l'armée génocidaire, les forces de guérilla opérant contre le gouvernement Museveni à partir du nord-est du Zaïre et les forces de l'Unita de Jonas Savimbi menaçant de reprendre les armes contre le régime de Luanda.

Si l'offensive de l'Alliance a pu réussir si rapidement à Goma et Bukavu, c'est grâce au soutien direct et indirect du Rwanda et de l'Ouganda. Nous ne pouvons que les approuver.

Par la suite, une fois que l'Alliance eut conquis l'initiative sur le terrain face à une armée mobutiste en pleine décomposition, les États-Unis ont cessé leur soutien à

Mobutu considérant qu'ils avaient plus à gagner à soutenir l'Alliance et les régimes rwandais et ougandais (avec lesquels ils entretenaient de bonnes relations depuis des années) que de soutenir un régime dont les jours étaient manifestement comptés.

### Une conjonction d'intérêts

Il faut prendre également en considération la conjonction d'intérêts entre le capital blanc sud-africain, le régime de Nelson Mandela et les États-Unis. Le capital sud-africain a des visées claires sur la région de la ceinture du cuivre au centre de laquelle se trouve le Shaba et il est disposé à y investir dans la mesure où on lui garantit la paix sociale.

Nelson Mandela qui a réalisé un compromis historique avec le capital sud-africain, est convaincu de la nécessité de se débarrasser de ce régime dictatorial pour deux raisons. Non seulement, par le passé, et via son soutien à l'Unita angolaise, Mobutu était venu en aide à l'armée sud-africaine du temps de l'apartheid, mais surtout, son système maffieux et sclérosé nuisait à l'image de marque qu'essaye de se redonner l'Afrique pour prendre place dans le cours de la mondialisation.

### L'aire d'influence des États-Unis

Les États-Unis qui ont parrainé ce compromis entre l'ANC de Mandela et le capital sud-africain, ont vu dès lors la possibilité d'augmenter leur aire d'influence sur une large partie de l'Afrique : Rwanda, Ouganda, Congo ex-Zaïre, Afrique australe. On ne peut ramener la victoire des forces de l'Alliance à l'attitude bienveillante des États-Unis mais il est clair que ceux-ci pèseront de tout leur poids dans le futur du Congo. Ils pourront le faire parce que, contrairement à la France, ils auront annoncé à temps que Mobutu devait se retirer et surtout, ils auront mis en échec le projet de la France de faire se déployer une force militaire multinationale au Zaïre depuis novembre 1996. Ce projet, défendu par la Belgique, a été mis de côté définitivement par la volonté des États-Unis. ■

# Une contre-conférence à Bâle

Par  
Gilbert Achcar\*

Il y a cent ans exactement, à la fin du mois d'août 1897, les délégués à la conférence de fondation du Mouvement sioniste mondial se réunissaient à Bâle, en Suisse. Répondant à l'appel du Parti du Travail de Suisse, SolidaritéS et d'organisations israéliennes et palestiniennes (Alternative Information Center, General Union of Palestinian Women), 300 personnes au total — venant de Suisse pour la plupart, mais avec un grand nombre de participants en provenance du Moyen-Orient et d'autres pays — se sont réunies pendant 3 jours pour discuter en ateliers et séances plénières, souvent passionnément, différentes questions relatives à l'histoire et à la réalité actuelle du sionisme et du peuple palestinien.

Parmi les participants qui se sont adressés à la conférence figuraient Saleh Abdel-Jawad (Palestine), Albert Aghazarian (Palestine), Abdel-Bari Atwan (Palestine/Grande-Bretagne), Khaled Ayed (Palestine/Liban), Erica Deuber-Pauli (Suisse), Meir Gal (Israël/USA), Tikva Honig-Parnass (Israël), Islah Jad (Égypte/Palestine), Elias Khoury (Liban), Jakob Moneta (Allemagne), Akiva Orr (Israël), Maurice Rajsfus (France), Abraham Serfaty (Maroc/France), Ella Habiba Shohat (Israël/USA).

D'autres personnalités connues ont assisté à la conférence, telles que l'ex-président algérien Ahmed Ben Bella et l'ex-détenu politique tunisien Khemaïs Chamhari. Le programme comprenait aussi des activités culturelles, telles que la projection de films du réalisateur palestinien Michel Khleifi, une exposition d'œuvres de l'artiste israélien Meir Gal et une soirée musicale avec le chanteur palestinien Marwan Abado. Divers médias ont couvert la conférence : plusieurs médias suisse, radio et télévision comprises, le BBC World Service et divers organes de la presse arabe.

En général, et par rapport à l'objectif modeste que s'étaient fixés les organisateurs avec leurs moyens financiers limités, la conférence fut indéniablement un succès. Au-delà de l'intérêt évident pour tous d'écouter tant de spécialistes du problème

israélo-palestinien, l'importance clé de l'événement fut certainement pour beaucoup le fait qu'il a rassemblé plusieurs figures politiques et intellectuelles du combat antisioniste, originaires des diverses communautés impliquées d'une façon ou d'une autre dans le conflit arabo-israélien. Des Palestiniens de Cisjordanie, mais aussi d'Israël et de l'exil, des Israéliens d'origine européenne comme des Mizrahim (Juifs orientaux), des personnes venant d'autres pays arabes, y compris des Arabes juifs, comme des Européens d'origine juive : la composition « ethnique » de l'assistance était assez diverse pour permettre de couvrir les nombreux aspects de ce problème politique et historique des plus complexes.

On ne peut que regretter que de telles rencontres de penseurs et de militants d'origines si diverses et partageant néanmoins des valeurs progressistes communes ne soient pas organisées plus souvent comme alternatives aux nombreuses réunions internationales conventionnelles autour du problème israélo-palestinien. Cela contribuerait certainement beaucoup à faire avancer la convergence nécessaire entre points de vue antisionistes de gauche arabe et israélien, et offrirait aux partisans du combat antisioniste progressiste les moyens d'une meilleure compréhension du problème pour l'aborder de la meilleure façon.

À cet égard, il me semble nécessaire d'insister sur un point que j'ai souligné dans l'atelier sur antisémitisme et antisionisme que j'ai co-animé.

L'accent n'a pas été suffisamment mis à la conférence, à mon avis, sur la question du racisme et de l'antisémitisme aujourd'hui et la façon de les combattre. La réunion ayant lieu en Europe, avec une assistance en majorité européenne, et sachant que le sionisme était à l'origine une réaction, aussi erronée fût-elle, à la résurgence de l'antisémitisme en Europe ; sachant, en outre, qu'il y a actuellement sur le continent une nouvelle résurgence du racisme, qui n'est pas seulement anti-juif cette fois, mais aussi et surtout anti-

musulman — cette question aurait dû être mise en évidence comme l'un des thèmes-clés de la conférence.

Cela était d'autant plus nécessaire que personne n'ignore que les frontières entre antisionisme et antisémitisme ne sont pas toujours claires en Europe, l'antisionisme servant de paravent à des vues antisémites dans certains cas — rares, mais néanmoins très visibles, ou mis en exergue ! D'autre part, il est vrai aussi que les frontières entre antisionisme et racisme ou fanatisme anti-juif sont souvent franchies dans le monde arabe. Certes, il n'y a aucune identification possible entre le racisme des opprimés et le racisme des oppresseurs, et le sionisme, qui est raciste et oppresseur par nature, n'est pas en position de reprocher aux Arabes leur « antisémitisme ». C'est là toutefois un argument idéologique clé utilisé partout par le sionisme pour gagner la sympathie de beaucoup de personnes myopes et bien intentionnées. En outre, l'antisémitisme européen, comme le racisme anti-musulman, est purement oppresseur.

C'est pourquoi il faut garder clairement à l'esprit que la priorité en Europe n'est pas l'antisionisme, mais la lutte contre le racisme sous toutes ses formes et couleurs. C'est un combat dans lequel musulmans et juifs sont objectivement aujourd'hui du même côté de la barricade, et ce n'est que sur la base de ce combat sans compromis que la solidarité avec le peuple palestinien peut et doit se développer en Europe et dans le reste du monde. C'est pourquoi il aurait été plus efficace de placer la conférence de façon évidente sous deux grands titres — non seulement ce à quoi le sionisme a abouti, mais aussi : Israël est-il la réponse à l'antisémitisme actuel et comment combattre au mieux cette « force motrice » du sionisme (selon Herzl dans L'État des Juifs), qui se trouve combinée aujourd'hui avec la haine contre les musulmans. ■

\* Cet article est repris et traduit du numéro d'octobre de News from Within, la publication de nos amis de l'Alternative Information Center à Jérusalem.

# La nouvelle OTAN

## instrument de la pax americana

Par  
Jean-Louis Michel

**Qui dit centralité de l'OTAN dit naturellement volonté d'une main mise américaine sans partage tant sur les finalités que sur la mise en œuvre des nouvelles orientations. C'est précisément là que réside la racine d'une crise annoncée entre les États unis et leurs principaux alliés européens engagés dans la construction d'une Europe, certes avant tout économique et monétaire sous les auspices de Maastricht, mais qui ne peut durablement se passer de sa dimension politico-militaire étatique.**

Plusieurs faits politiques importants ont affecté le contexte géostratégique en Europe ces derniers mois. Citons en vrac l'acte dit fondateur d'une nouvelle coopération entre la Russie et l'OTAN ratifié le 27 mai dernier à Paris, le sommet de l'OTAN à Madrid en juillet, le mémorandum franco-allemand de Nuremberg en décembre 1996 et plusieurs grandes manœuvres militaires récentes mettant en exergue les tentatives d'affirmation de l'Union de l'Europe occidentale. La vieille alliance impérialiste du traité de l'Atlantique nord, bien que contestée dans ses modes d'organisation, entend demeurer la pièce maîtresse de cette redistribution des cartes politico-militaires en Europe et à travers elle au-delà.

### **L'OTAN, nouvel eldorado ?**

A en croire les proclamations de l'OTAN qui se présente volontiers comme un « cadre de stabilité, de paix et de prospérité » ou bien celles de ses plus fidèles laudateurs comme le Président tchèque, Havel, l'organisation symbole de la guerre froide serait devenue le passage obligé de la coopération entre les peuples. Fondée en avril 1949 pour faire face « à la menace soviétique », l'Organisation du traité de l'Atlantique nord a toujours combiné une fonction militaire liant ses membres par une automaticité d'engagement dans l'hypothèse où un de ceux-ci viendrait à être attaqué et une fonction économique politique et idéologique « d'encadrement » des États membres. Cette dernière se traduisait par un droit de regard permanent des États Unis sur les affaires européennes. A ce titre, l'OTAN a longtemps représenté un modèle d'organisation régionale pour Washington qui en a tiré de substantiels avantages pendant plusieurs décennies.

Avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement du Pacte de Varsovie, lui même apparu en 1955, les choses ont changé. La fonction militaire n'est plus la même, orientée davantage vers le sud en général et la Méditerranée en particulier et la fonction politico-idéologique ne peut

plus se déployer comme avant. Voilà ce qu'a consacré à Madrid le sommet des chefs d'État et de gouvernement des seize États membres (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Espagne, France, Grande Bretagne, Grèce, Italie, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Turquie) en juillet dernier, après celui de Berlin en 1996. La réforme toujours annoncée des structures et modes d'organisation a été une nouvelle fois ajournée faute d'un consensus minimum entre Clinton et les dirigeants européens, avant tout français et allemands. Mais la grande affaire de Madrid, ce fut l'élargissement à de nouveaux membres de l'Est européen.

L'OTAN va donc s'élargir à trois nouveaux pays, la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie. Pas un de plus, contrairement à ce que souhaitaient les Européens qui parraient également la Roumanie et la Slovaquie. Kohl et Chirac ont dû se contenter d'une simple référence dans le communiqué final à leurs protégés respectifs en vue d'un élargissement ultérieur. Clinton et le Sénat américain redoutaient le coût éventuel de l'opération mais étaient surtout désireux de réaffirmer la prédominance américaine à peu de frais, aucun de leurs partenaires n'étant de toute façon prêt à ouvrir une crise majeure sur le sujet. Au-delà et officiellement, les impétrants doivent satisfaire à plusieurs critères, un processus de « démocratisation » avancée et stabilisée, l'assurance d'un contrôle civil sur les armées, des relations non trop tendues avec leurs voisins et par dessus tout une capacité « à contribuer à la sécurité collective ». Il est d'ailleurs piquant de constater qu'aucun acte de manifestation d'une volonté majoritaire de type référendum ne soit demandé aux nouveaux candidats. Dans le cas de la Tchéquie au moins, Havel n'était pas assuré de l'obtenir.

En pratique, les trois nouveaux membres ont été choisis parce qu'ils peuvent, moyennant un renforcement de l'austérité, consacrer « au moins 3 % de

façon non affectée à l'OTAN, il n'y avait aucune raison que les autres escadres nationales en Méditerranée affectées à l'OTAN ne soient pas commandées par un Européen, par exemple par rotation entre la France, l'Italie et l'Espagne.

Washington s'y est opposé moins pour des raisons de cohérence militaire ou technique toujours formelles que pour une raison de principe. C'eût été admettre en effet une « européanisation » de l'Alliance dans son secteur stratégique le plus décisif aujourd'hui, celui de la Méditerranée. A cela, les Américains ne peuvent se résoudre sans prendre le risque de perdre à terme leur prépondérance dans l'Alliance. D'autant que l'existence de « l'Euromarforce », un groupement de forces aéromaritimes mis en place par la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal l'an passé et destiné pour le temps de crise à être le bras armé de l'UEO indique suffisamment les velléités d'indépendance européenne. Les grandes manoeuvres « Iles d'Or-1997 », en mai dernier, pour ne citer qu'elles et bien qu'elles aient été officiellement destinées à tester la complémentarité des structures de l'OTAN et celles de l'UEO, ont mis en évidence, sous commandement français, ces nouvelles aspirations. L'organisation militaire européenne a forgé un nouveau concept d'emploi des forces pour le cas où suite à un refus américain elle ne pourrait pas utiliser les moyens de l'OTAN. Il s'agit de désigner en un temps record un état-major européen du théâtre d'opérations s'appuyant sur les moyens d'un maître d'oeuvre national d'où son nom de « nation cadre ». L'intervention en Albanie sous commandement italien aura été la première manifestation tangible de ce nouvel état d'esprit. Mais pour comprendre l'enjeu de ce bras de fer entre les États unis et l'Europe, il faut revenir sur l'histoire de la construction militaire européenne, son état d'avancement et ses perspectives.

### **Vieille histoire**

L'euromilitarisation de l'Union, pour l'essentiel sous l'égide de l'OTAN mais pas toujours, est une réalité déjà ancienne mais fort peu revendiquée par la Commission et les gouvernements de l'Europe des quinze. Elle est à géométrie variable, allant du stade de la collaboration bipartite occasionnelle à l'existence d'un Conseil de défense permanent franco-allemand en passant par l'Euromarforce. Vieille histoire en effet qui remonte à 1954

avec l'échec de la première Communauté européenne de défense (CED) sous le drapeau de l'OTAN. La coalition des gaullistes et des communistes avait fait capoter l'entreprise au moment de sa ratification par le Parlement français aux accents chauvins d'une union nationale contre le réarmement allemand.

Il semblait alors improbable que les pays européens se réorientent vers pareille tentative, chacun suivant l'inclinaison de ses propres intérêts immédiats : dans une stricte subordination à Washington dans le cadre de l'Alliance de l'Atlantique nord pour ce qui concerne l'Allemagne ; avec une posture semblable mais avec une marge d'indépendance supérieure en ce qui concerne la Grande-Bretagne bénéficiant de son statut de puissance déclinante mais victorieuse à l'issue de la guerre ; avec enfin une revendication plus marquée de « grandeur » et d'indépendance de la part de la France, sanctionnée par le départ de Paris du commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966, à l'initiative de Charles de Gaulle. Seul avatar de cette période, l'existence de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui est longtemps restée une coquille vide somnolant au rythme des assemblées parlementaires qui lui fournissaient sa substance.

L'obstacle résidait dans l'existence de l'armement nucléaire qui supposait une clé unique et donc une autorité unique susceptible de prendre la décision du recours extrême à la bombe. Londres et Paris en étaient dotés, les autres pas. Si bien que pendant deux décennies, on s'est écharpé dans les instituts de recherches stratégiques et dans les états-majors pour trouver une solution à cet inextricable casse-tête : comment s'en servir à plusieurs sans qu'il y ait un premier et un second, un consulté et un décideur. En règle général, les observateurs les plus lucides considéraient que si ce problème avait une solution, elle n'était concevable qu'avec l'avènement d'un État européen supranational, doté de tous les attributs de la souveraineté. La chute des dictatures bureaucratiques de l'Est a bien évidemment bousculé cette certitude en remisant les arsenaux nucléaires, ou plus exactement leurs théories d'emploi, aux musées des académies militaires.

### **Euromilitarisation dans l'OTAN**

Depuis, deux processus parallèles ont accéléré la construction militaire européenne : la démarche volontariste franco-allemande d'abord, sanctionnée par la

leur PIB » à l'effort de défense, le critère de loin le plus décisif. La Pologne dépense actuellement 2,5 % de son PIB pour ses armées, la Tchéquie 1,7 % et la Hongrie 1,4 %. L'OTAN crée le marché sur lequel les industries militaires américaines, désormais très largement restructurées, sont prêtes à fondre. L'OTAN engage ainsi une nouvelle phase de remilitarisation de l'Est européen sous leadership américain. Les réformes marchandes rime toujours avec la militarisation marchande sur le dos des peuples voués de ce fait à l'austérité perpétuelle. Tout le problème résidera à l'avenir dans l'ampleur de cette remilitarisation et les résistances qu'elle rencontrera mais elle annonce probablement des initiatives plus globales et d'une autre ampleur à l'échelle planétaire sans qu'il soit aisé d'en fixer les rythmes.

La conjoncture économique américaine y pousse. Reste à savoir si les Européens placés dans des conditions bien différentes suivront. Ils ont montré avec les fusions dans l'aéronautique outre Atlantique une incapacité confirmée à défendre collectivement ne serait-ce que leurs intérêts bien compris, sans même parler de l'intérêt des peuples concernés.

### **Europe et Amérique**

Si la question des réformes de structures fit long feu à Madrid, elle n'en est pas moins révélatrice des rapports de forces qui prévalent toujours dans l'Alliance. Formellement, l'exigence formulée par plusieurs capitales européennes d'un partage des principales responsabilités jusqu'alors détenues par des Américains est venue buter sur le problème du commandement sud, celui de Naples et accessoirement sur les divergences entre Européens, Grecs et Turcs d'une part, Espagnols, Portugais et Italiens d'autre part sur la localisation géographique des sous-commandements de ce secteur. Les Européens revendiquaient le commandement de Naples, arguant que si un officier américain gardait le commandement de la sixième flotte US de toute



mise en place d'une unité militaire intégrée de quelques 50 000 hommes, « l'Eurocorps », et la mise en place d'un Conseil de défense permanent réunissant les membres des états-majors et les experts des deux États. Une culture commune d'approche des problèmes rencontrés à la sortie d'une guerre du désert dans les sables du Golfe où la puissance impériale américaine avait réduit les uns au rôle d'auxiliaires, les autres à celui de bailleurs de fonds. S'y ajoutent les rebuffades d'une vieille puissance coloniale, la France, en butte à un entreprenant concurrent US dans ses chasses gardées d'Afrique noire comme l'illustre le récent épisode zairois. Paris et Bonn tirent donc l'attelage de l'Europe militaire vers une politique toujours plus poussée d'intégration.

L'autre accélérateur de l'intégration militaire européenne renvoie à la crise dans le contexte de la mondialisation. Le secteur de l'armement reste étroitement dépendant de l'intervention étatique. Du processus de « recherches et développement » à la commercialisation sous contrôle, rien n'échappe à l'État commanditaire. La culture des entreprises de ce secteur industriel n'a pas grand chose à voir avec celle des secteurs civils, ce qui d'ailleurs rend les perspectives de reconversion souvent aléatoires. Enfin, le référent « dollar informatique militaire » par rapport à son correspondant civil dégage de moindres possibilités de profits comme l'ont montré diverses études de l'ONU. Résultat, la mondialisation a percuté de plein fouet, du moins dans un premier temps, le secteur des industries militaires aux États-Unis comme en Europe de

l'ouest. Les restructurations se sont par-tout emballées avec une réduction drastique de la production et de l'emploi, les crédits militaires étatiques connaissent à leur tour les affres de l'austérité budgétaire réduisant d'autant les marchés captifs. Une fois achevé, du moins outre Atlantique, la remise en ordre, c'est l'inversion de tendance qui guette avec une virtuelle relance sélective de la course aux armements par le Pentagone.

L'Europe n'en est pas au même point, en retard d'une guerre comme l'affirment les militaristes les plus zélés. Mais on ne compte déjà plus les programmes mis en route par les quatre principaux « marchands de canons » européens, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie. Tous n'iront pas au bout bien sûr mais ce processus est facteur d'intégration et de constitution d'un authentique « capital militaire européen ». En tous cas, les États-Unis ne s'y sont pas trompés et cherchent à contrôler le processus à défaut de pouvoir l'endiguer. L'élargissement de l'OTAN et les modalités retenues à Madrid le confirment.

**Une affaire avant tout franco-allemande**

Kohl et Chirac, comme avant lui Mitterrand, sont les principaux initiateurs de la « visibilité » européenne en matière de Défense. En adoptant à l'automne 1996 à Nuremberg un document commun sur les problèmes de défense, le Chancelier allemand et le Président français ont pris appui sur les facteurs objectifs pour leur donner un prolongement politique direct au plan bilatéral comme à

celui de l'Union. De quoi alerter Washington. La nouveauté ne réside pas tant dans les termes mêmes du relevé de conclusions de Nuremberg, que dans le caractère précis et cohérent d'un document ramassé qui permet de mesurer le chemin parcouru. A contrario, le semi-échec d'Amsterdam dans le cadre de la Conférence intergouvernementale met en évidence la longueur d'avance qu'a le couple infernal de la construction européenne sur ses partenaires. Les deux pays ont intensifié depuis longtemps leur coopération en matière de défense et de politique étrangère. Mais Kohl et Chirac n'ont rien laissé de côté, pas même ce qui fâchait jadis les uns ou les autres. Un compromis explicite entre Bonn et Paris pour la définition d'une politique de défense strictement commune, presque intégrée.

Côté français, Paris a tiré les conclusions logiques de la fin d'un mythe, celui de l'indépendance de son arsenal nucléaire. La réintégration dans le commandement militaire intégré de l'OTAN que la France avait quitté en 1966, même si elle est négociée au meilleur prix, sonne le glas du vieux rêve gaulliste. Les socialistes qui dénoncent formellement la dérive atlantiste oublient qu'ils ont eux mêmes initié le processus très tôt sous le premier septennat de François Mitterrand. Ils lui avaient simplement substitué une tout aussi illusoire et ruineuse perspective de défense européenne indépendante fondée sur les arsenaux nucléaires français et britanniques. Chirac est plus réaliste et se rallie sur ce point à la position allemande. Le document de Nuremberg souligne en conséquence que « la garantie suprême de la sécurité des Alliés est assurée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis » ; les arsenaux « indépendants » français et britanniques ne « contribuent à la sécurité globale des Alliés » que comme complément. Une inflexion qui souligne les limites actuelles des ambitions européennes, les bornant à l'OTAN, ce qui ne peut que satisfaire Washington.

Côté allemand, l'engagement des troupes sur des théâtres extérieurs, impensable il y a quelques années encore, est désormais envisagé. Le texte du document de Nuremberg précise que « La politique définie en commun a pour objet de préserver et de renforcer la stabilité du bassin méditerranéen ». Et pour mieux enfoncer le clou, il explicite, « nos deux pays peuvent être amenés à participer, sous des formes très variées, à des missions de ges-

tion de crise ». C'est bien à ce niveau que réside le danger principal d'aventures militaires à répétition qui ne se heurteraient plus aux limites physiques et financières de l'armée française. Sur ce point malheureusement, les partis de gauche en Europe sont restés trop souvent silencieux. Bonn espérant en contrepartie obtenir un siège au Conseil de sécurité, tout autant justifié à ses dires par ses nouvelles responsabilités que par le niveau de sa contribution onusienne.

Le document de Nuremberg prévoit également un renforcement du niveau de coopération militaire et industrielle directe, déjà fort avancé, « pour une plus grande complémentarité » en particulier dans les domaines « des moyens de commandement, du renseignement, de la logistique, du transport à long rayon d'action » ainsi que pour « la formation et l'entraînement des hommes ». Tout cela au sein de l'Alliance atlantique, bien sûr, tout simplement parce que les gouvernements français et allemand considèrent que c'est aujourd'hui la voie la moins coûteuse par rapport à leurs autres préoccupations budgétaires. C'est la seule compatible avec une réduction en volume de l'effort financier de défense accompagnée d'une concentration de leurs efforts concurrentiels face aux États-Unis sur les seuls « créneaux porteurs ».

### **Partenariat avec la Russie**

Dans ce contexte, la Russie d'Eltsine et des marchés demeure un enjeu de premier plan dans les relations entre les principales puissances occidentales. Non pas que sa puissance militaire inquiète ou que son opposition à l'élargissement de l'OTAN à d'anciennes Républiques soviétiques, en pratique les trois États baltes, soit susceptible de modifier la nouvelle donne stratégique, mais parce que les uns et les autres, Américains et Européens, entendent contrôler la situation à leur avantage. Le jeu qui consiste à faire jouer à Moscou un rôle de puissance dominante dans les

crises régionales, quand cela lui permet de renforcer son propre leadership, est devenu un classique de la diplomatie américaine. Le Moyen-Orient en fournit l'exemple le plus achevé. Quant aux capitales européennes, qui ont parfois joué la carte russe, ne serait-ce que dans les Balkans, elles souhaitent tout autant maîtriser la situation dans le grand Est européen. C'est sur cette toile de fond que l'OTAN, à l'initiative de Chirac et Kohl, a signé à Paris, en mai 1997, avec la Russie, un accord de partenariat, complément de l'invitation lancée à Eltsine à siéger à part entière au sommet des pays industriels au nom de la même logique.

Le numéro d'Eltsine annonçant à cette occasion le désarmement unilatéral de son arsenal nucléaire — de toute manière obsolète — dirigé contre « les pays amis » fut pris pour ce qu'il était, un simple effet de manche d'un dirigeant qui ne sait plus quoi inventer pour tenir son rang. Sur le fond, cet accord de partenariat prévoit la mise en place d'un Conseil conjoint permanent OTAN-Russie qui se réunira tous les mois ou à la demande de l'un des partenaires. Selon Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN, ses fonctions et compétences élargies lui permettront d'aborder notamment « la prévention et le règlement des conflits, le maintien de la paix, la prévention de la prolifération des armes de destruction massive et l'échange d'informations sur les politiques et les forces de sécurité et de défense, ainsi que la conversion des industries de défense, les questions d'environnement en rapport avec la défense et la préparation civile aux situations d'urgence ». Il s'agit donc bien d'un « encadrement » de la Russie par l'intermédiaire de l'OTAN même si les formes sont respectées par l'acte en question qui mentionne la possibilité d'un engagement conjoint sous la responsabilité du Conseil de sécurité de l'ONU ou de la Conférence sur la sécurité commune en Europe. L'intervention en Bosnie a d'ailleurs permis de tester ce type de partenariat qui a désormais toutes les chances de se pérenniser. Le droit de regard américain est cette fois encore reconnu dans un acte de coopération international affectant avant tout le théâtre européen et ses prolongements en Méditerranée.

### **Un équilibre instable**

L'évolution du contexte stratégique et des rapports de forces entre les différents partenaires de l'OTAN n'est pourtant pas joué d'avance car les tendances lourdes qui sont à l'oeuvre sont contradictoires.

Jusqu' alors, il est vrai que les États Unis ont maintenu leur leadership et paraissent même l'avoir renforcé depuis la chute du mur de Berlin, dans le cadre d'un monde parfois décrit comme « unipolaire » au lendemain de la guerre du Golfe. Mais d'un autre côté, jamais dans toute son histoire la construction d'une Europe militaire, non plus virtuelle mais bien réelle, n'a paru aussi avancée. La mise en place de la dernière phase de l'Union économique et monétaire ne peut qu'accélérer le processus dans ses différentes dimensions, par le haut au plan politique à l'initiative du couple franco-allemand et par le bas par la coopération renforcée jusqu'à une quasi-intégration des forces militaires sur plusieurs théâtres d'opérations éventuels, en Méditerranée en particulier. En tout cas, l'antagonisme structurant entre l'Europe et l'Amérique du nord constitue désormais une des données lourdes de l'évolution de la situation internationale et l'OTAN devient le cadre privilégié du bras de fer entre les deux partenaires adversaires. Le combat contre la vieille machine de guerre impérialiste, même repeinte aux couleurs du temps présent, avec l'objectif de sa dissolution n'en prend que plus d'importance. Un combat qui se décline en tout premier lieu autour du refus d'intégration voire de réintégration dans les structures du commandement intégré sous hégémonie américaine dans les États concernés. Cela vaut en tout premier lieu pour l'Est européen comme, à un autre niveau, pour la France et l'État espagnol. L'exigence démocratique d'une consultation de la population est à l'ordre du jour partout. Ensuite, la dimension anti-austérité toujours plus difficile à articuler avec le refus de la militarisation, parce qu'elle suppose une alliance de classe ou de couches sociales inégalement sensibles à l'un et l'autre thème, redevient d'actualité. Enfin, la résistance à une probable relance sélective de la course aux armements à l'initiative de Washington devrait s'imposer avec d'autant plus de force qu'elle n'a aucun alibi idéologique. Reste que nous n'en sommes qu'au début de cette nouvelle phase et que son cours actuel recèle encore nombre d'incertitudes. ■

# Panique à Alger

Par  
Salhi Chawki



**Alger ne dort plus depuis le massacre de plusieurs centaines de personnes à Haouch Rais dans la dangereuse banlieue est de la capitale.**

**Et ce n'est pas une figure de style.**

**Les rumeurs sur « les militaires qui tuent » étaient colportées par tous les milieux sociaux, toutes les tendances politiques et tous les spécialistes internationaux avant que le soutien américain « aux mesures militaires » prises par le régime, proclamé il y a quelques jours par l'ambassadeur US à Alger, ne provoque ralliement des gouvernements étrangers et apaisement des élites politiques algériennes.**

Cela faisait pourtant des mois que des massacres systématiques décimaient la population de hameaux isolés de régions de Tlemcen, Média, Blida. Égorgements (même des nouveau-nés), mutilations sauvages des cadavres, pillage des modestes demeures, vol du bétail, les détails horribles ne manquaient pas. Mais la majorité urbaine de la population n'était pas concernée par la terreur qui se répandait dans les zones semi-rurales. Le danger le plus préoccupant était ces dizaines de bombes qui semaient la mort dans les endroits les plus fréquentés. Des psychoses collectives périodiques vidaient les artères les plus fréquentées et les voitures inconnues provoquaient des alertes nombreuses.

Il n'empêche ! La campagne électorale avait en mai tenu ses milliers de meetings entre deux alertes mais sans trop y penser. Les plages de l'été étaient noires de monde.

### Les privatisations commencent

Le régime Zeroual, malgré la défiance populaire et les accusations publiques de fraude massive, avait obtenu, par les élections, le vernis de respectabilité apparente exigé par les grandes puissances. Aussi, dès les résultats du 5 juin et sans attendre la mise en place du nouveau gouvernement, la partie la plus douloureuse du programme de réformes libérales était entreprise : dissolution d'entreprises dans le bâtiment, l'édition, la distribution ; annonce de privatisation totale de pratiquement l'ensemble du secteur de la chimie et partielle dans l'industrie mécanique et électrique ; compressions d'effectif partout ailleurs.

Le défilé indécent des charognards du monde entier venus partager les dépouilles du secteur industriel étatique mis en liquidation tranchait avec les années d'isolement imposées depuis la chasse aux étrangers commencée en 1994 par le GIA. Se sont aussi succédés visite du patronat allemand et des industriels autrichiens, projets d'investissement de groupes pharmaceutique comme Pfizer et surtout spectaculaire attribution de l'usine de camions de Rouiba et des téléviseurs de

Sidi-Bel-Abbès au patron de Daewoo qui promet une mise de deux milliards de dollars dans l'économie algérienne. Les encouragements du FMI insistent sur la privatisation des terres retardée par crainte d'une crise politique majeure et sur la levée des dernières barrières protectrices de l'économie.

Lors des débats parlementaires sur le programme de gouvernement, début août, la plupart des partis, à l'exception peu remarquée du RCD, s'étaient fait l'écho des inquiétudes populaires devant le programme du FMI. Les députés du FFS de Aït Ahmed, habituel partisan de pressions économiques des occidentaux sur la dictature algérienne, avaient même, comme leurs alliés du PT, dénoncé l'ingérence dans les affaires du pays de Camdessus (le DG du FMI). De nombreux élus des partis de la coalition gouvernementale (RND, FLN, Hamas) conditionnaient leur soutien au premier ministre Ouyahia, à la renonciation à la privatisation des terres et de l'école ainsi qu'aux fermetures d'entreprises.

### Grondement sur le plan social

Sur le terrain des luttes sociales, la résistance s'organisait. Les travailleurs de l'ENAL, après trois mois de grèves, multipliaient les initiatives (sit in ...), ceux du complexe sidérurgique de Sider à Annaba (extrême est) contestaient par des débrayages les 6 000 licenciements prévus, ceux de l'usine de camions de Rouiba (près d'Alger), menacés de perdre plusieurs milliers de postes de travail, étaient au centre des journées d'action unitaires suivies en plein mois de juillet par les trente mille ouvriers de la zone industrielle la plus importante du pays.

Le mouvement de contestation qui s'amplifiait et s'étendait à travers le pays n'avait pas de porte-parole ni d'organisation. La direction de la centrale syndicale (UGTA) compromise dans la mise en place du parti de Zeroual, n'avait d'existence que dans les prétendues négociations qu'elle menait au nom de la classe ouvrière avec le gouvernement. Mais les structures locales purent ça et là prendre en charge la protestation comme dans la

infondées. Sous la pression des habitants effrayés, la police consent à distribuer des armes aux civils, sans l'habituel filtrage politique. On parle d'un millier d'armes ainsi réparties pour Baraki malgré un renforcement plus que conséquent des contingents de militaires dans cette localité.

## Qui est responsable des massacres ?

Alors que la fraternisation avec la police est constatée dans les quartiers, la méfiance à l'égard des militaires est affichée. Mais le doigt accusateur contre les militaires qui tuent est peu à peu remplacé par un reproche plus prudent les accusant de ne pas intervenir.

Il n'est pas facile de faire la part des choses dans l'océan de rumeurs colportées par une population choquée et privée de sommeil. Et la pratique du massacre systématique laisse peu de témoins directs.

Il nous a été possible d'établir qu'à Haouch Errais, une cinquantaine d'assaillants dont plusieurs enfants du pays reconnus comme ex-militants du FIS avec parmi eux l'ancien maire de Sidi Moussa élu en 1990, ont procédé au massacre, épargnant les familles proches de leurs combattants. Témoignage poignant paru dans El Wattan pour le massacre de Mahroussa (Médéa), il y a plusieurs semaines, que celui de cette jeune fille ayant reconnu son oncle parmi les agresseurs et racontant que cet oncle avait tué sa propre mère qui continuait de protester alors qu'il tentait de l'épargner.

Les rumeurs reprises par tout le monde ici parlent de militaires en uniforme, alors que nos témoins ont noté quelques personnes en uniforme, l'arrivée en camions (en fait civils), l'inefficacité de la protection militaire, la carrure des agresseurs ... tels sont les arguments avancés pour incriminer l'armée.

L'armée qui, depuis dix ans, a emprisonné des milliers de gens sans raison, torturé des intégristes, brutalisé les populations ratisées, ne semble pas responsable des derniers massacres.

La possibilité de règlements de compte par des milices communales, soupçonnée dans un ou plusieurs meurtres collectifs de 1997, ne semble pas pouvoir être retenue pour les horreurs de ces derniers jours qui se sont concentrées dans les alentours immédiats de la capitale.

L'impuissance du dispositif militaire à protéger les simples citoyens n'a pas besoin d'être expliquée par une machiavélique machination. Aucun déploiement policier ne peut protéger les 28 millions d'Algériens dispersés sur plus de deux millions de kilomètres carrés. La finalité de ce

système répressif n'est d'ailleurs pas la protection du citoyen mais celle des classes dirigeantes et de leur pouvoir.

On ne peut exclure bien entendu dans les opérations de ces dix derniers mois que des calculs politiques aient pu conduire certains milieux à vider de leurs occupants les terres riches à la veille de leur privatisation.

Mais l'offensive à allure de génocide de ces derniers jours semble bien avoir surpris et bousculé un pouvoir qui se pensait sorti de l'ornière, à l'image du discours de Zéroual annonçant le 20 août dernier la fin du terrorisme.

## Le désespoir des groupes armés intégristes

Cela fait bien longtemps que les groupes armés intégristes sont passés de l'encadrement brutal et barbare des populations à une démarche punitive à l'égard de l'ensemble de la population déclarée mécréante (Ettékfir).

Meurtres, pillages, prise des jeunes filles (et du bétail...) comme butin de guerre à ce peuple impie.

Réfugiés dans des zones montagneuses inaccessibles (Chrèa, Zbarbar,...) les groupes armés intégristes organisent ces expéditions punitives qui s'apparentent à des génocides pour rappeler leur existence au moment où le pouvoir plastronne et proclame sa victoire militaire. L'épisode Abassi, qui ne semble pas avoir fait l'unanimité chez les militaires.

A la suite de l'opposition algérienne, éradicatrice comme réconciliatrice, les commentateurs occidentaux ont tout d'abord été frappés par le doute. Le régime Zéroual est-il capable de tenir et d'assurer leur domination sur l'Algérie reconquise ?

La réponse sans équivoque à cette question apportée par l'ambassadeur des États-Unis soutenant et les mesures militaires et le simulacre d'État de droit dans le cadre « de la mise en œuvre des réformes économiques », a vite transformé le concert des interrogations et des interpellations de Zéroual en un garde-à-vous mental respectueux des propos des maîtres actuels de la planète.

Il reste que l'autodéfense populaire, certes encore confuse, est le seul acte de dignité citoyenne à la mesure de l'horreur vécue dans notre pays et c'est le seul moyen pour notre peuple, s'il venait à être armé et structuré efficacement, de combattre les d'agressions dont il est victime. ■

zone de Skikda (pétrochimie et gaz) et surtout comme à Rouiba où l'union locale joua un rôle central dans la mobilisation.

Bien entendu, ces résistances de collectifs ouvriers menacés par les compressions et les démantèlements étaient très défensives et les actions visaient surtout à contenir le raz-de-marée des licenciements. Le contexte d'insécurité contribuait à diluer les énergies et le programme de dissolution de la classe ouvrière atomisait les travailleurs. Mais ce réveil antilibéral, si tardif soit-il, était un précieux point de repère pour conduire la reconstruction du mouvement de la classe ouvrière et éviter la prise en charge du désespoir social par l'intégrisme.

## Le choc de Haouch Errais

La contestation des privatisations et des fermetures d'entreprises sur le terrain des luttes sociales et des débats parlementaires signifiait que la peur était désormais contenue dans des limites supportables. Allégée en ce qui concerne la pression sécuritaire, la société algérienne se remettait à vivre.

C'est après une série de bombes dans divers quartiers de la capitale, une suite de massacres se rapprochant de Média à Chrèa vers Alger que l'opinion reçoit la nouvelle du carnage de Sidi Moussa (banlieue est d'Alger). Plus de quatre cent personnes égorgées par familles entières, des cadavres mutilés, des dizaines de jeunes femmes enlevées (le bétail aussi ...). Juste après, c'est à l'Ouest, à Beni Messous, sur le trajet des résidences de haute sécurité, en bordure de la forêt de Bainem synonyme de promenade de plein air, qu'un village est assailli, soixante trois morts.

Les jours suivants, les familles sont décimées tout autour de cette forêt (Miramar, AinBenian) dans des habitations périphériques un peu isolées.

La panique s'empare alors des habitants de l'Algérois (Baraki, Zghara) qui fuient leurs demeures lorsqu'elles sont isolées et dorment dans les rues proches du commissariat de leurs quartiers. A l'origine des mouvements de panique qui se généralisent à toute la région, des rumeurs d'infiltration intégriste le plus souvent

# « Les Zapatistes restent armés »



**Nos camarades Alain Krivine et Robert March viennent de rentrer de Mexico où ils ont participé en qualité d'invités, représentant la LCR et la IV<sup>e</sup> Internationale, à l'accueil de la marche des 1 111**

**représentants des communautés de base zapatistes du Chiapas, et à la tenue du congrès de fondation du Front zapatiste de libération nationale. Nous y reviendrons largement dans notre prochain numéro, et nous publions ci-contre la déclaration de la direction de l'EZLN à l'ouverture du congrès du Front zapatiste.**

« (...) Aujourd'hui s'ouvre le congrès de fondation du FZLN que nous avons appelé en janvier 1996. Les zapatistes de l'EZLN ne sont pas venus à ce congrès comme participants directs, mais en qualité d'observateurs (...). Beaucoup se demandent pourquoi nous avons dit et répété ces derniers jours que l'EZLN ne ferait pas partie du FZLN et que nous serions deux organisations soeurs mais distinctes. Tout a une réponse.

« Le responsable du fait que nous ne sommes pas avec vous dans les rangs du FZLN, c'est le gouvernement. C'est le gouvernement qui refuse de répondre à nos justes demandes. C'est le gouvernement qui nous oblige à garder le visage masqué et le bras armé. C'est le gouvernement qui nous refuse toute possibilité d'avoir une issue politique et pacifique, juste et digne pour poursuivre notre lutte. C'est le gouvernement qui nous maintient séparé. C'est le gouvernement qui veut vous soumettre en faisant dire à ses fonctionnaires que nous allons nous transformer en force politique, que la guerre est finie dans le sud-est mexicain et qu'il n'y a plus de défi armé des zapatistes. C'est le gouvernement qui a menti en disant que les zapatistes déposaient les armes sans avoir rien obtenu et s'inséraient dans la vie institutionnelle de la politique mexicaine.

« Ce n'est pas vrai. Nous n'allons pas nous transformer en force politique civile et pacifique, la guerre continue dans le sud-est mexicain et les zapatistes restent armés, prêts au combat. L'EZLN continue à défier le pouvoir suprême par les armes, par la raison et par l'histoire (...). Et il en sera ainsi jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites et réalisées, et jusqu'à ce que la lutte armée devienne quelque chose d'absurde, un obstacle pour la transformation révolutionnaire de notre pays. C'est ainsi que l'EZLN reste armée, reste clandestine, reste rebelle, reste vivante... Mais tous les zapatistes ne sont pas dans l'EZLN. Tous les zapatistes ne sont pas armés et clandestins. Il y a aussi des zapatistes civils et pacifiques. Il y a aussi des zapatistes dans le FZLN et ailleurs.

« Quand nous avons appelé à la formation du FZLN, nous pensions que la paix était proche et que notre rébellion devait chercher de nouvelles voies et de nouvelles formes de lutte pour poursuivre notre engagement obstiné. Nous pensions que, sous peu, nous serions comme vous et avec vous. Dans la même rébellion face aux puissants, mais sans que les armes soient nécessaires. Avec la même dignité face au lendemain, mais sans le visage masqué par le noir de la douleur et le rouge du sang. Mais nous nous sommes trompés. La paix n'était pas proche. La paix reste lointaine. Hier comme aujourd'hui, le gouvernement a recours au mensonge d'une paix qu'il ne conçoit pas autrement que comme reddition et répression.

« Mais nous ne pouvons pas non plus vous demander de vous arrêter et de nous attendre encore, de marquer le pas, de renoncer à grandir, à vous développer, à vous organiser pour obtenir une paix juste et digne et que l'EZLN puisse partager avec vous présent et avenir. Ce n'est pas une force militaire qui va diriger vos pas civils ni les mettre en danger. Cela ne peut pas et ne doit pas être ainsi. Au cours des 20 mois écoulés, ce qui constitue aujourd'hui le FZLN s'est développé sur tout le territoire national. Il regroupe des ouvriers et des paysans, des indigènes, des intellectuels, des artistes, des religieux, des enseignants, des techniciens, des étudiants, des ménagères, des habitants des quartiers populaires, des petits entrepreneurs, des personnes âgées, des enfants, des jeunes, des hommes, des femmes, des homosexuels, des lesbiennes. Il regroupe des révoltés et des laissés-pour-compte de tout le Mexique et de tous les secteurs sociaux.

« Cette organisation rebelle que forme le FZLN doit aller de l'avant, doit se développer, doit avoir son propre visage et avoir pour arme la raison, le dialogue et la tolérance. Cette organisation doit achever de naître. Même sans ceux qui ont appelé un jour à ce qu'elle devienne ce qu'elle est déjà, une espérance. L'heure est donc venue, frères et soeurs du Front(...). Votre pays(...) a besoin de vous et vous devez répondre à l'appel de l'histoire. Vous devez assumer de nombreuses tâches. Nous vous demandons seulement d'en ajouter une. De lutter pour une paix juste et digne pour l'EZLN et pour tout le Mexique.

« Actuellement, nous pouvons seulement marcher à vos côtés, frères mais différents. Un jour viendra où, face au miroir, nous verrons qu'a disparu la blessure qui nous sépare encore et nous fait souffrir, cette coupure entre "nous" et "vous". Ce jour viendra, que personne n'en doute. Il viendra tout simplement parce que nous faisons l'histoire et qu'elle prendra la forme qu'elle doit avoir: ronde. Parce que ronde est la terre que nous faisons, ronde la lutte, ronde la vie, la vie qui nous verra renaître à vos côtés, aux côtés de ceux qui ne sont pas vous mais qui luttent pour un Mexique meilleur.

« L'heure est venue que tremble à nouveau le puissant: le Front zapatiste de libération nationale est né. Salut, camarades du Front! Vive le FZLN! Vive l'EZLN! »

*Depuis les montagnes du sud-est mexicain, le comité clandestin révolutionnaire indigène, commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale, sous-commandant insurgé Marcos. Mexico, septembre 1997.*